



# Transit

Rapport d'activité 2023

*"L'asbl Transit est une structure d'accueil et de réduction des risques à bas seuil d'accès, qui propose un accompagnement psycho-social non-médicalisé et un hébergement de crise à toute personne majeure présentant une problématique d'usage de drogues."*



Soutenue par la Région de Bruxelles-Capitale, la Ville de Bruxelles et le SPF Intérieur  
Editeur responsable | Muriel Goessens



### **Editeur responsable :**

Muriel Goessens - Directrice générale  
Rue Stephenson 96 - 1000 Bruxelles  
email@transitasbl.be

### **Rédaction et mise en page**

Recherche et Développement - Pôle ORBA - Transit ASBL

### **Photographies**

Pierre Schonbrodt  
Mélanie Duplan



# Sommaire

- **Introduction** p.4
- **Présentation institutionnelle** p.5
  - Contexte historique et financier p.6
  - Missions & finalités p.7
  - Stratégies de fonctionnement p.8
  - Sites d'exploitation p.9
- **Le public** p.10
  - File active globale p.11
  - Fréquentation des principaux services p.11
  - Profil socio-administratif p.12
  - Profil de consommation p.13
- **L'offre de service** p.14
  - Accueil et prises en charge p.15
  - Hébergement p.18
  - Réduction des risques p.20
  - Soins infirmiers et psychologiques p.23
  - Remise en ordre socio-administrative et orientations p.25
- **Sensibilisation et plaidoyer** p.28
  - Grand public - Communication p.29
  - Acteurs professionnels - Formations p.29
  - Acteurs professionnels et politiques - ORBA p.30
- **Conclusions et perspectives** p.31
- **Annexes** p.34



## Crise du Crack ? Crise de la précarité !

Cette année encore, le centre de crise de Transit a vu le nombre de personnes différentes accueillies augmenter pour atteindre le chiffre absolu de 899 personnes. Nous constatons également une forte augmentation de la consommation de crack, passant de 27% en 2016 à 72% en 2023. La cocaïne est indéniablement devenue le premier produit consommé par les publics de Transit, principalement sous forme de crack. Le constat est encore plus marqué au sein de notre salle de consommation à moindre risque, l'inhalation de cocaïne y concerne plus de 70% des 13.000 actes de consommation supervisés en 2023. Ces chiffres reflètent hélas une tendance inquiétante à mettre en perspective avec une croissance du sans-abrisme et de la grande précarité.

Elle fait également écho à l'actualité des derniers mois. La situation quoi que complexe est aussi inquiétante, au point de devenir un thème de campagne électorale en lien avec l'augmentation du sentiment d'insécurité. En préambule de ce rapport d'activité, il nous paraît important de prendre du recul et d'analyser la situation à la lumière du travail effectué au quotidien par nos équipes.

Pourquoi le crack ? Quelle est cette substance ? Pourquoi tant de personnes la consomment, de surcroît dans l'espace public ?

Il y a d'abord une question d'offre : ce n'est un secret pour personne, la Belgique est devenue une des principales portes d'entrée de la cocaïne en Europe. Fraichement débarquée du port d'Anvers, elle est présente en quantité sur le territoire, à des prix stables qui ne connaissent pas l'inflation et à des taux de pureté imbattables sur le continent. Ce marché juteux stimule une concurrence débridée et violente entre groupes criminels, créant des marchés à ciel ouvert qui ne connaissent aucune pénurie malgré les annonces récurrentes de saisies et d'arrestations.

Mais l'offre ne suffit pas, encore faut-il que la demande suive. Le crack, c'est de la cocaïne qui a été transformée – souvent à l'aide d'ammoniac ou de bicarbonate de soude – pour obtenir un caillou qui va être chauffé. La fumée dégagée par le produit est inhalée. Dès les premières secondes, l'effet ressenti est puissant, intense mais très bref, donc propice à des consommations compulsives et répétées dans le temps. Euphorie, confiance en soi, stimulation importante, sensation de plaisir : les raisons de consommer ce produit ne manquent pas.

Lorsque tout est sombre, l'avenir incertain, que vous n'avez pas d'endroit où dormir et aucune perspective d'aller mieux, que vous soyez victime de la crise économique, de la crise migratoire ou de la crise du logement, le crack a la capacité de vous faire oublier vos problèmes, de pallier à votre souffrance, un rayon de soleil dans un ciel morose.

Nos équipes de rue, débordées de demandes et devant faire face à des situations de plus en plus complexes (crise du logement, dégradation de la santé physique et mentale, situations administratives dégradées etc.) voient la durée des accompagnements se rallonger à cause de la saturation des services, les listes d'attente laissent de moins en moins de place au suivi des demandes. Ce contexte de travail difficile, fait poindre le risque d'épuisement.

S'il est important de répondre à l'urgence par l'urgence, nos dispositifs de première ligne ne constituent qu'un maillon de la chaîne de la prise en charge globale des personnes souffrant de dépendance. Contrairement aux idées reçues, toutes souhaitent aller mieux, mais nombreuses ne trouvent pas les appuis nécessaires pour se relever dignement. La prise en charge des assuétudes nécessite d'abord de sortir de la rue. Le logement constitue un prérequis indispensable à la stabilisation.

Notre salle de consommation à moindre risque, la première en RBC, a fêté cette année sa première année pleine de fonctionnement. Au regard des résultats exposés dans ce rapport, elle semble parfaitement répondre à ses objectifs : créer du lien avec des personnes désaffiliées tout en proposant une alternative digne et sécurisée à la consommation à ciel ouvert.

Deux constats néanmoins : il est nécessaire de développer davantage de dispositifs similaires, dans une logique de proximité. Les personnes qui consomment dans l'espace public sont très peu mobiles, il faut aller là où elles se trouvent. Ensuite, il faut pouvoir orienter ces personnes vers des services de prise en charge à moyen et long terme. C'est là que le bât blesse : les structures résidentielles sont saturées, l'accès au logement n'a jamais été aussi compliqué. Transit se veut comme un point de chute quand tout va mal, un lieu de passage et d'orientations vers des solutions structurelles.

Nous pourrions nous réjouir d'offrir des services adaptés aux nombreuses demandes et à la capacité de nos équipes d'y faire face. Malheureusement, il faut y voir le symptôme d'une crise complexe et grandissante pour laquelle des investissements complémentaires devront être consentis à la hauteur du défi sociétal à relever.



# PRESENTATION INSTITUTIONNELLE

- Contexte historique et financier
- Missions et finalités
- Stratégies de fonctionnement
- Sites d'exploitation

## Contexte historique et financier

L'ASBL TRANSIT voit le jour en 1995 dans le cadre des Contrats de Sécurité et de Prévention (CSP) mis en place par le SPF Intérieur pour faire face à l'augmentation conjointe de l'insécurité et du sentiment d'insécurité. En Région de Bruxelles-Capitale, cette approche s'est notamment matérialisée à travers l'ouverture du centre de crise de la rue Stephenson dont le financement était assuré via les 10 communes ayant intégré l'encadrement des personnes consommatrices de drogues désinsérées parmi leurs phénomènes prioritaires.

Au fil du temps, différentes réformes ont été apportées aux CSP pour conduire aux actuels Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention (PSSP). En parallèle, sur base des nouvelles compétences obtenues lors des réformes de l'Etat successives, la Région de Bruxelles-Capitale a développé une politique de prévention forte et volontariste et contribué dans ce cadre à la diversification et au renforcement des missions de l'ASBL TRANSIT sur base d'un financement spécifique depuis 2001. En 2015, dans le but d'assumer les importantes responsabilités en matière de prévention et de sécurité qui lui ont été confiées lors de la 6ème réforme de l'Etat, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de mettre en place un nouvel Organisme d'Intérêt Public (OIP) dénommé : Bruxelles Prévention & Sécurité (BPS, entre-temps renommé safe.brussels). Forte de son expertise et de sa légitimité dans la prise en charge et la gestion de la problématique des assuétudes, le gouvernement nomme l'ASBL TRANSIT comme Opérateur Régional Bruxellois en matière d'Assuétudes (ORBA) dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) 2017 - 2020. Tel que notifié au sein du contrat de gestion conclu entre la Région, représentée par le Ministre-Président, et l'ASBL, il revient à l'institution de coordonner et d'opérationnaliser les mesures régionales en matière de lutte contre les assuétudes et de développer des actions publiques dans ce domaine avec l'ensemble des acteurs de terrain tant publics que privés.

Depuis lors, l'institution a développé de nouveaux objectifs pour lesquels elle s'est vue attribuer des subventions plus importantes et qui constituent, aujourd'hui, la majeure partie de son financement. Ce rôle d'opérateur lui a été confirmé dans la nouvelle mouture du PGSP 2021-2024. Enfin, l'ASBL s'est également vu confier le rôle d'opérateur de la salle de consommation à moindre risque bruxelloise, financée majoritairement par la Ville de Bruxelles et avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'une participation au projet [SubLINK](#).

1995 - Naissance de l'ASBL et ouverture du centre de crise

1999 - Ouverture du comptoir LAIRR

2005 - Développement de l'accueil post-carcéral

2008 - Mise à disposition de nos appartements supervisés

2012 - Première équipe d'outreach

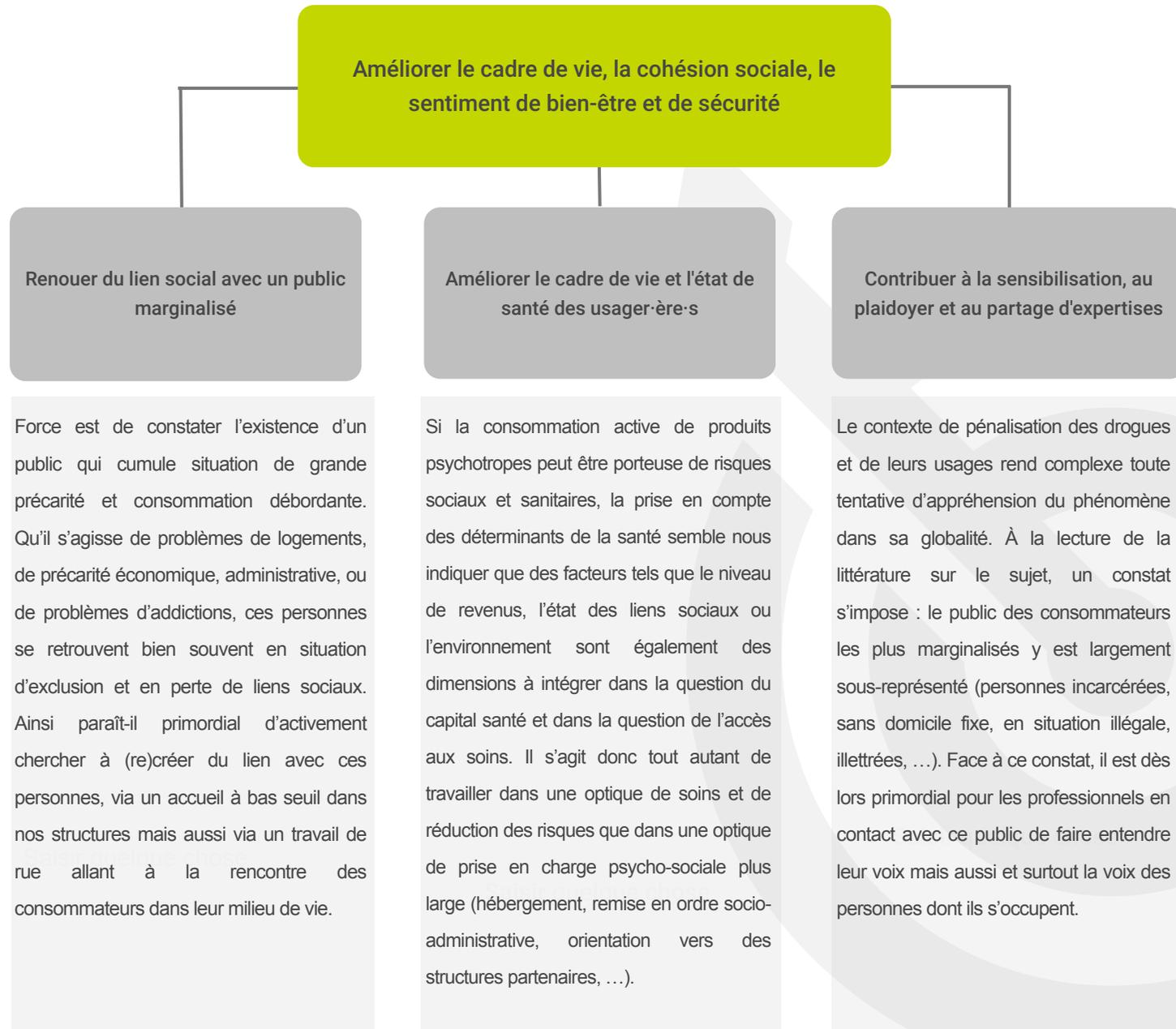
2015 - Opérateur Régional Bruxellois en matière d'Assuétudes

2022 - Opérateur de la première Salle de Consommation à Moindre Risque en Région de Bruxelles-Capitale

2023 - Déploiement du projet SubLINK

2024 - Ouverture d'une seconde salle de consommation intégrée à un abri à bas seuil d'accès

## Missions & Finalités



## Stratégies de fonctionnement

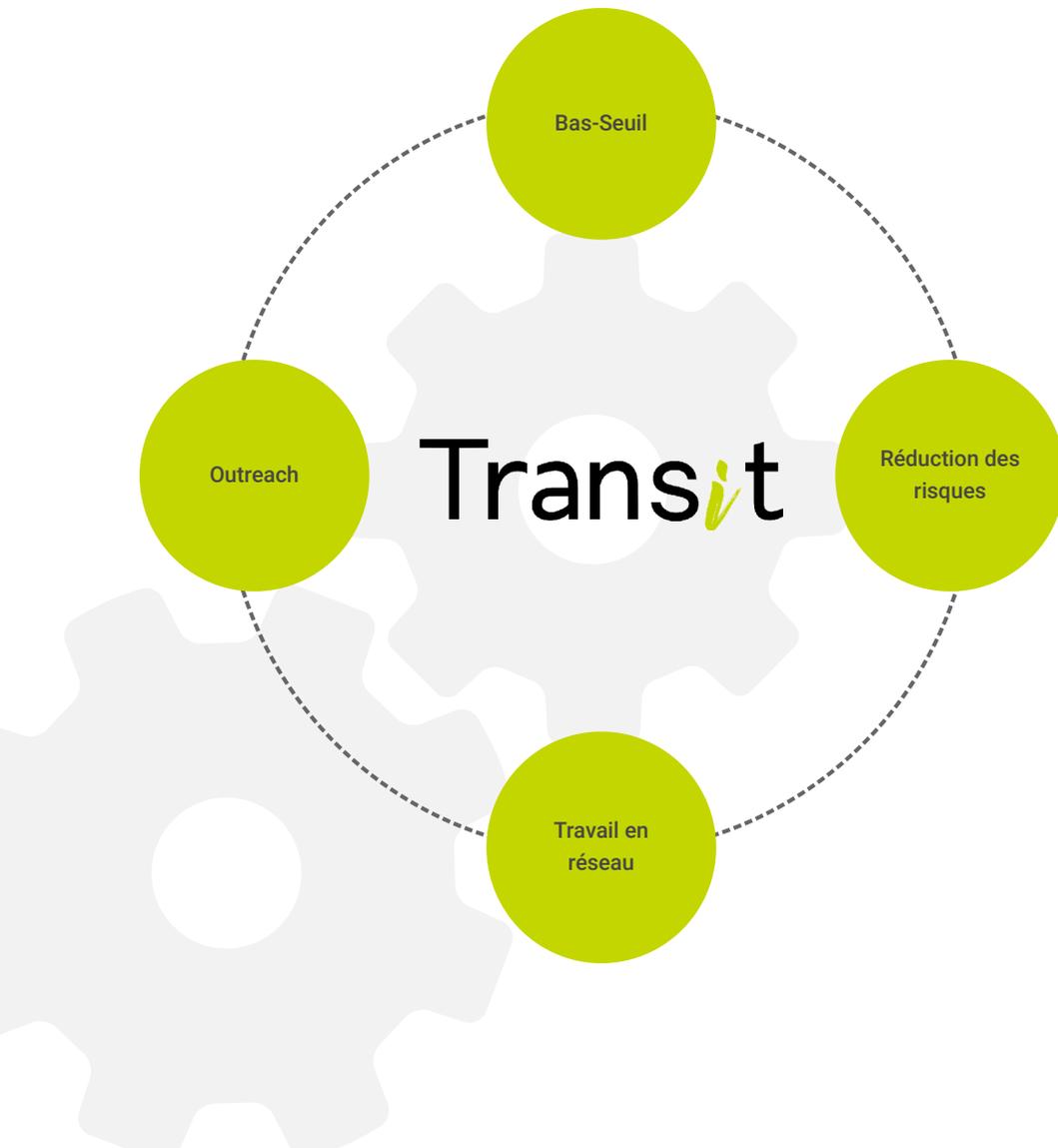
Le mode de fonctionnement de l'institution repose sur quatre stratégies complémentaires ancrées dans les différents projets.

La première est la logique d'accueil à BAS SEUIL d'accès, ce qui permet la prise en charge d'une personne consommatrice de drogues sans aucune exigence administrative, financière ou d'abstinence. La majorité des services sont totalement gratuits et, pour certains, accessibles 7j/7 & 24h/24.

La seconde est la RÉDUCTION DES RISQUES. Celle-ci vise à prévenir les dommages liés à la consommation de drogues pour l'individu (prévention de la mortalité et de la morbidité, réinsertion sociale), pour la société dans son ensemble (cohésion sociale et prévention des scènes ouvertes de consommation) et pour la santé publique (prévention et réduction des maladies transmissibles).

La complexité des situations des personnes, mêlant souvent problèmes judiciaires, d'assuétudes, de santé mentale ou d'exclusion sociale, nécessite un TRAVAIL EN RÉSEAU. C'est la troisième stratégie développée dans l'objectif d'assurer une continuité dans la prise en charge des usager-ère-s, leur trajectoire devant être concertée entre différents acteurs complémentaires.

Enfin, le travail d'OUTREACH (travail de proximité) permet, en complémentarité du travail mené intramuros, de rencontrer les usager-ère-s dans leur milieu de vie et ainsi d'atteindre les publics les plus marginalisés. Ce travail est mené à la fois dans les environs immédiats du centre de crise ou de la salle de consommation à moindre risque et de manière plus étendue, en étroite partenariat avec les 19 communes bruxelloises ainsi qu'au sein des établissements pénitentiaires.



## Sites d'exploitation



### Stephenson

- **Le centre de crise** : centre de jour et centre d'hébergement d'urgence (24h/24 & 7j/7). Les usager·ère·s peuvent y bénéficier des services de base (soins, hygiène, repas, activités, ...), d'un accompagnement psycho-social et d'un hébergement de 13 jours.
- **Le comptoir LAIRR (Lieu d'accueil, d'information et de réduction des risques)** : dispositif d'accès au matériel stérile d'injection, d'inhalation et de sniff, ouvert 24h/24 et 7j/7.
- **L'Espace Femmes** : ouvert à toutes les femmes (ex)consommatrices de drogues durant une après-midi par semaine, l'Espace Femmes leur permet de renouer avec leur féminité souvent niée par leurs conditions de vie précaires.
- **Phases 4 & 5** : projet d'accompagnement visant l'apprentissage de l'autonomie et l'orientation vers le logement, il est destiné à des personnes stabilisées qui peuvent bénéficier d'un studio individuel pour une durée variable.
- **Le projet prison** : ce projet vise à faciliter l'accueil des (ex)détenu.e.s confronté.e.s à un problème d'assuétude en proposant une prise en charge immédiate lors de congés pénitentiaires, de permissions de sorties ou de libérations.
- **Equipe de Liaison** : maraudes de quartier dans un périmètre restreint autour du centre de crise afin de pacifier l'espace public, et plus étendu d'aller à la rencontre des personnes dans leur milieu de vie et de les orienter vers les services de première nécessité, tout en se montrant à l'écoute des riverains.



### Woeringen

- **Espace de consommation** : locaux aménagés pour permettre aux personnes précarisées de consommer hors de l'espace public et encadrés par une équipe pluridisciplinaire, en réduisant les risques personnels et sociaux associés à leur consommation.
- **Comptoir** : dispositif d'accès au matériel stérile d'injection, d'inhalation et de sniff.
- **Espace de consultation (MASS-Tremplin)** : cet espace propose des permanences médicales et sociales avec ou sans rendez-vous afin d'amorcer des trajectoires de soins et de soutenir les personnes dans leurs démarches sociales et administratives.
- **Equipe de Rue - Gate** : projet similaire à l'équipe de Liaison, dans le périmètre de la SCMR.



### Stalingrad

- **Transit-Rue** : maraudes et suivis individuels des usager·ère·s dans une optique d'accompagnement à la remise en ordre socio-administrative, soins infirmiers et psychologiques, distribution de matériel de RdR et orientations vers des structures adaptées. L'équipe couvre l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles Capitale. Elle collabore également activement avec les services de prévention communaux.





## LE PUBLIC

- File active globale
- Fréquentation des principaux services
- Profil socio-administratif
- Profil de consommation

## File active globale

Le centre de crise, cœur historique de l'activité de Transit, a depuis toujours servi de référence pour évoquer le public suivi par l'institution (file active, profil socio-administratif, indicateurs de consommation, etc). Avec le développement du travail d'accompagnement personnalisé en rue et l'ouverture en 2022 de la salle de consommation à moindre risque Gate, la question de la file active globale de Transit a commencé à se poser de manière centrale. En effet, les sites d'exploitations utilisant différents systèmes d'encodage, il nous était impossible jusqu'ici de croiser les files actives des différents services pour répondre à cette question :

**Combien de personnes différentes ont effectivement bénéficié d'un suivi ou d'une prise en charge au sein de l'ASBL ?**

Après avoir harmonisé nos pratiques d'encodage et fusionné nos bases de données, en ne comptant que les personnes pour lesquels les informations sont complètes et fiables, nous parvenons au résultat de **1 645 personnes différentes, prises en charge en 2023**.

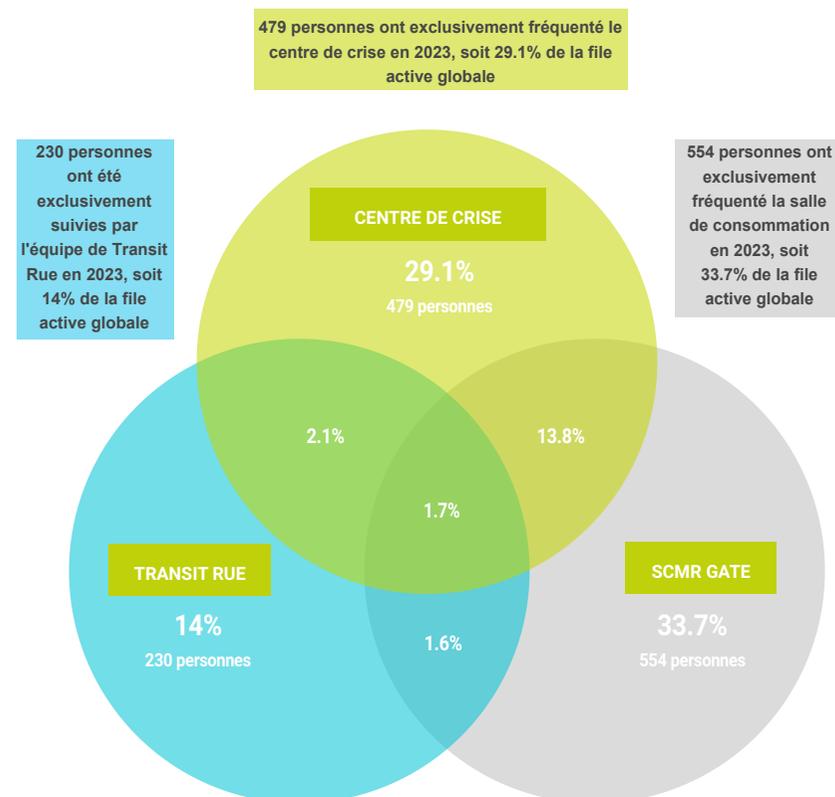
Ce résultat est minimal dans la mesure où il ignore les 186 fiches patients incomplètes. Nous pouvons dès lors affirmer que le nombre exact de personnes suivies en 2023 se situe entre 1 645 et 1 831.



## Fréquentation des services

Lorsque l'on s'intéresse aux services fréquentés en 2023 par ces 1 645 personnes différentes identifiées, on constate qu'approximativement **77% d'entre elles n'ont fréquenté qu'un seul service, 19% ont fréquenté 2 services différents, et 3% ont fréquenté 3 services ou plus**. Ces données semblent indiquer une certaine complémentarité des projets déployés, adaptés à l'hétérogénéité du public et ainsi, permettent d'augmenter l'accroche et la prise en charge du public-cible par l'institution.

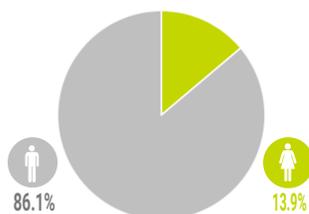
Le graphique ci-dessous illustre les liens qui existent au niveau du public entre les trois principaux services proposant des prises en charge individuelles (Centre de crise, Gate et Transit Rue, hors Phase 4-5 et Espace Femmes).



# Profil socio-administratif

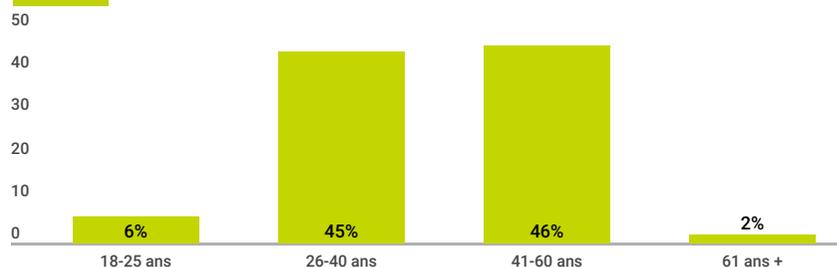
Principales caractéristiques du public ayant fréquenté un/plusieurs de nos dispositifs en 2023

## Genre



Comme chaque année, les femmes restent sous-représentées dans notre file active, d'où l'importance de leur offrir un accueil spécifique.

## Age



## Nationalités

Le public accueilli est très multiculturel : près de 60 nationalités différentes y sont représentées.



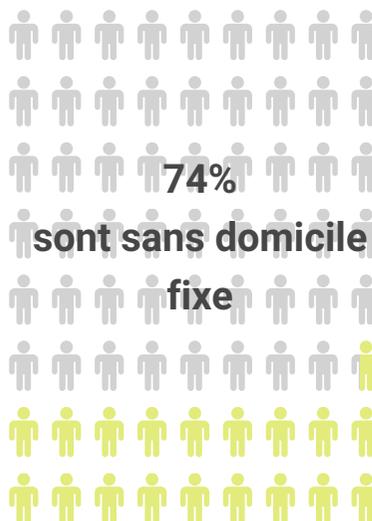
## Sources de revenu



**38.5% n'ont aucun revenu**

55% du public dispose d'un revenu de remplacement, et seuls 4% d'un revenu professionnel ou d'une pension.

## Situation de vie

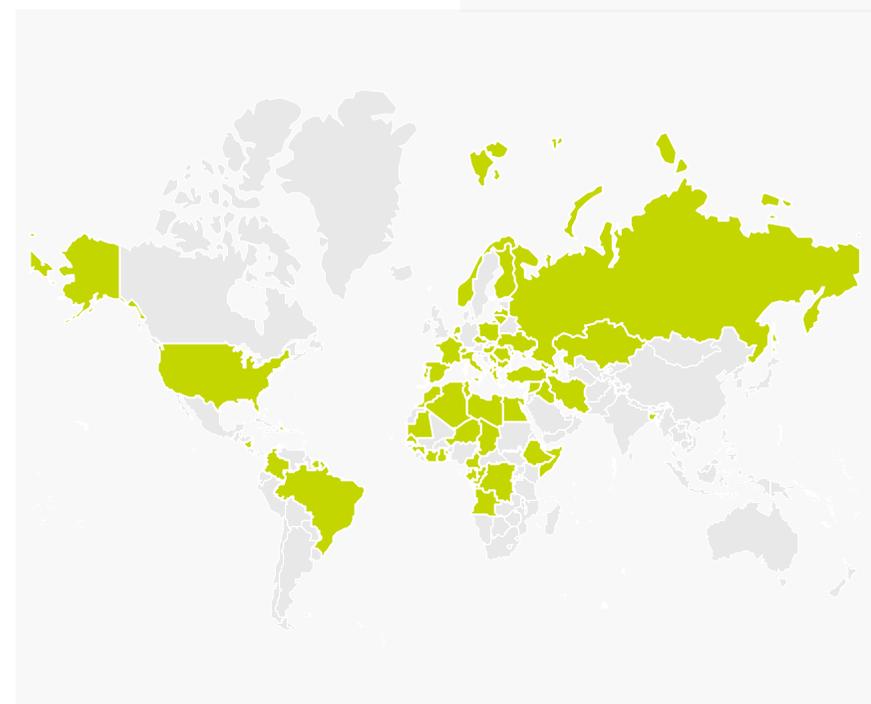


## Couverture sociale



**35% n'ont pas de mutuelle**

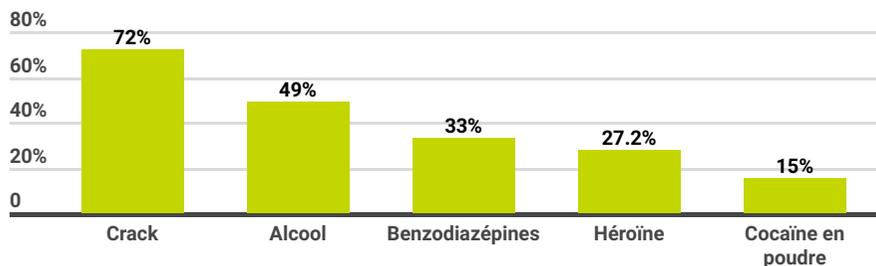
Une mutualité en ordre reste pourtant indispensable pour accéder à des soins de santé optimaux (hors AMU).



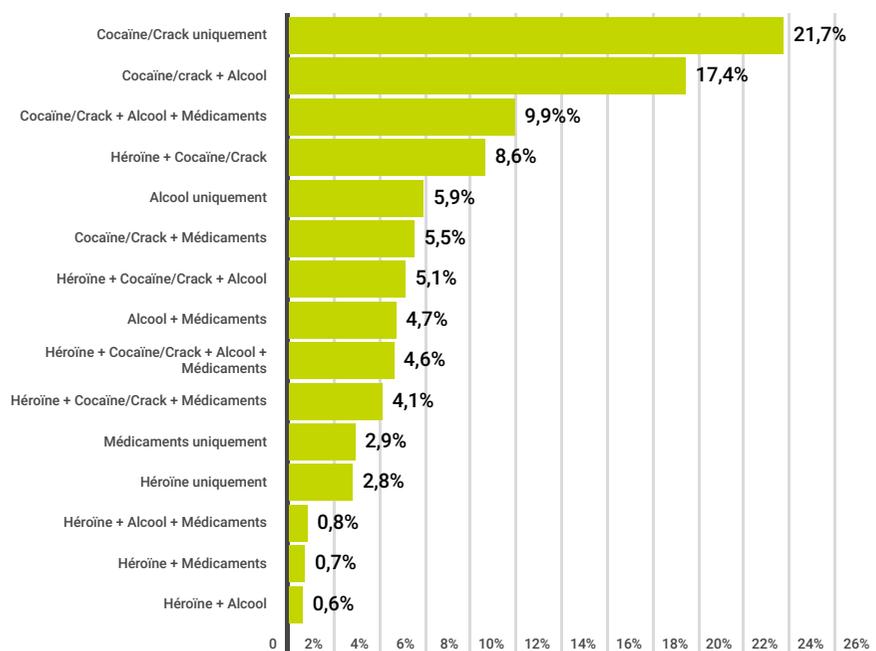
# Profil de consommation

## Produits consommés en 2023

File active globale - Principaux produits consommés par les bénéficiaires (n=1399) - 2023\*



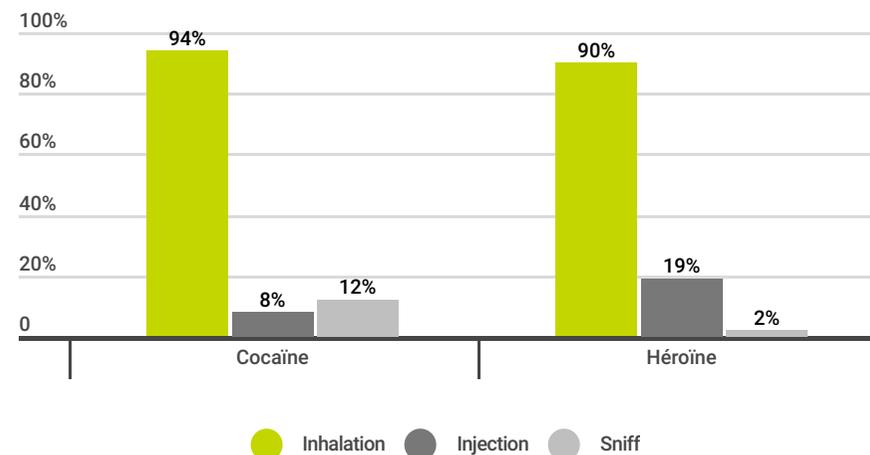
File active globale - Polyconsommation - Principales associations de produits (n=1399) - 2023



\* Voir annexe 3 pour les données longitudinales

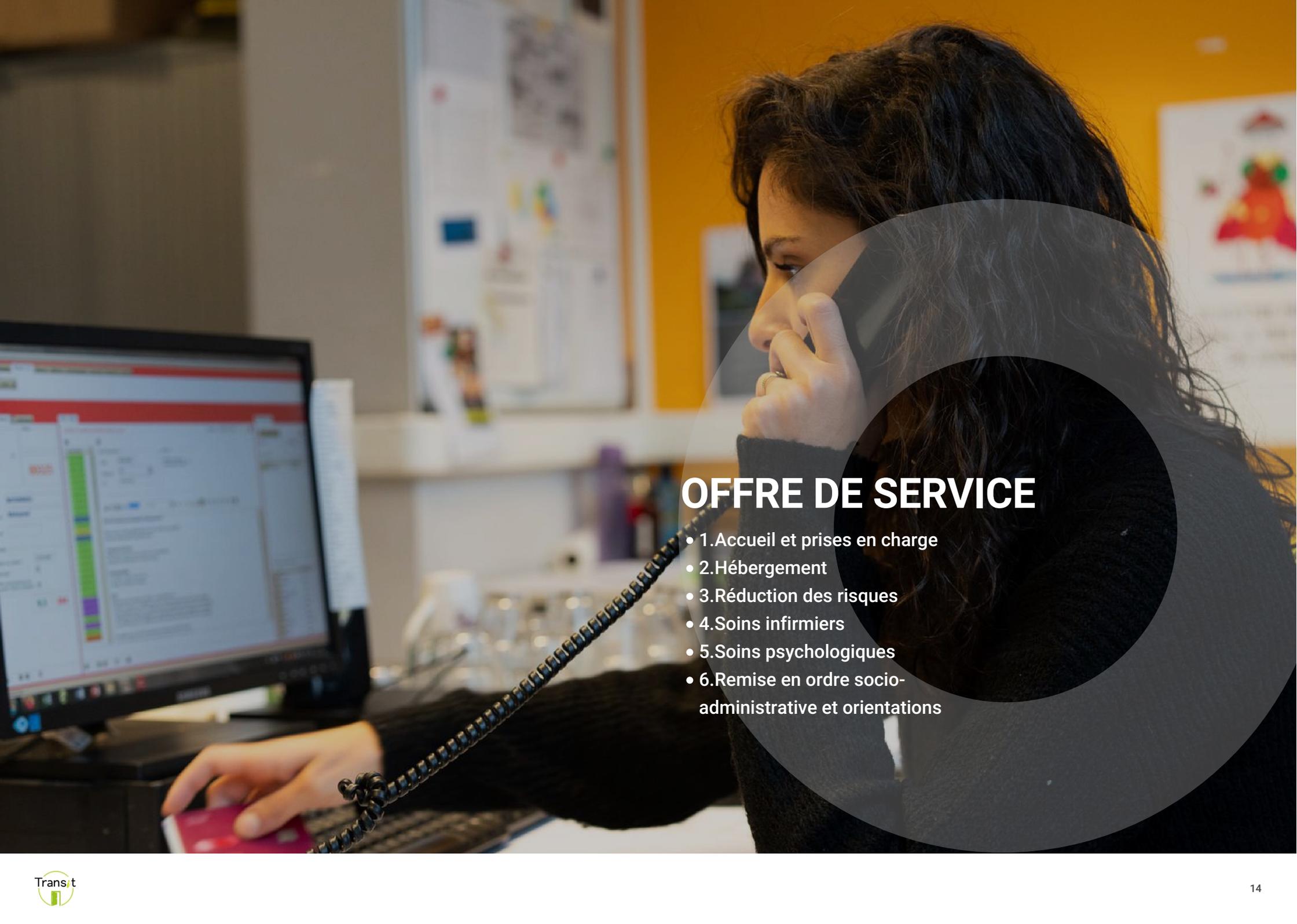
## Modes de consommation - 2023

File active globale - Principaux modes de consommation - Cocaïne (n=1066) & Héroïne (n=370) - 2023



## Constats - 2023

- 
**Le crack** est, et de loin, le premier produit consommé par les bénéficiaires pris en charge par l'institution. Au niveau de la file active globale, 72% des personnes ont déclaré en consommer, souvent comme produit principal, rarement de manière secondaire.
- 
**L'inhalation** ou « fumette » correspond au mode de consommation principal et ce de manière très stable au cours du temps. Il concerne tout autant la consommation d'héroïne (90%) que la consommation de cocaïne sous forme de crack (94%).
- 
**L'injection** reste une pratique non négligeable parmi les personnes consommatrices d'héroïne (19%) et de cocaïne (8%). Bien qu'en diminution constante depuis plusieurs années, ces chiffres confirment l'absolue nécessité de maintenir une approche de réduction des risques et d'éducation à la santé spécifique à ce mode de consommation "très à risque".



## OFFRE DE SERVICE

- 1. Accueil et prises en charge
- 2. Hébergement
- 3. Réduction des risques
- 4. Soins infirmiers
- 5. Soins psychologiques
- 6. Remise en ordre socio-administrative et orientations

# 1. Accueil et prises en charge

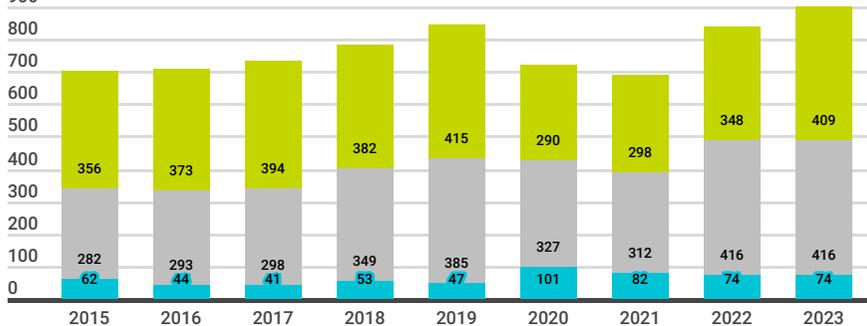
## Le centre de crise

En 2023, le centre de crise a accueilli 899 personnes différentes, ce qui représente une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente.

Le centre de crise tend ainsi à retrouver le niveau d'activité qui prévalait avant la crise sanitaire. Au total, nous avons enregistré 4.835 passages en journée cette année. 74% des personnes accueillies ont fait moins de 5 passages sur l'année, 10% entre 6 et 10 passages et 16% plus de 10 (maximum : 147 passages).

Les personnes accueillies au centre de crise pourront s'y mettre à l'abri, prendre une douche, un café ou un repas chaud. Ils auront aussi la possibilité de voir un infirmier, un assistant social ou un psychologue et d'intégrer, si nécessaire, un réseau de prise en charge.

Transit Centre de Crise - Personnes différentes accueillies selon la prise en charge - 2015-2023



Le graphique ci-dessus représente l'évolution de la file active du centre de crise, détaillée selon le type de prise en charge. Ainsi, en 2023, 416 personnes ont bénéficié d'au moins une prise en charge au centre de jour, 409 personnes ont hébergé au moins une nuit, tandis que 74 personnes n'ont pas pu intégrer le dispositif pour diverses raisons (non-adéquation au profil, ...).

L'accueil des personnes sortant de prison fait l'objet d'une attention toute particulière. En effet, qu'il s'agisse de congés pénitentiaires, de libérations conditionnelles ou de sorties à fond de peine, ces personnes manquent dans bien des cas de solutions d'hébergement ou de points de chute, d'où l'importance de leur réserver en permanence un lit d'urgence.

- 57 personnes ont été accueillies au centre directement à leur sortie de prison.
- 122 prises en charge effectives : - 42 dans le cadre d'une libération - 49 dans le cadre d'un congé pénitentiaire - 31 dans le cadre d'une sortie spéciale
- 39 visites ont été effectuées au sein de la prison bruxelloise

En 2023, l'ouverture de la prison de Haren représentait un tournant dans le système carcéral de la région. De nombreuses "maladies de jeunesse" ont compromis l'accès à l'établissement par les services extérieurs. Malgré leurs efforts pour surmonter ces difficultés initiales, une préoccupation persistante demeure: les chiffres des accueils et des visites, bien qu'encourageants, demeurent insuffisants par rapport aux besoins criants de la population carcérale. Y faire face nécessite un engagement soutenu et une volonté collective de faire progresser le système

pénitentiaire, et ainsi permettre aux personnes incarcérées d'être soutenues pendant et après leur détention.

L'accueil des femmes usagères de drogues fait également l'objet d'une attention particulière, via le projet "Espace Femmes", créé en 2017. Lieu communautaire qui leur est exclusivement réservé, il est organisé de manière hebdomadaire et a pour vocation de répondre à certains de leurs besoins spécifiques dans un environnement apaisé et serein.

« Les femmes tendent à entrer en traitement avec des problèmes connexes à l'usage problématique de drogues qui sont plus graves que pour les hommes, ce qui comprend à la fois des problèmes physiques, psychologiques, familiaux et socio-économiques ».

Ainsi cet espace permet aux femmes de s'exprimer, d'être écoutées, de prendre soin d'elles, d'aborder d'autres sujets que leur consommation, et plus largement de se penser de manière globale et non plus uniquement sous un prisme de "précaire-usagère de drogue-prostituée", participant ainsi à leur "renarcissisation".

**Cette année, ce sont 52 permanences qui ont pu être organisées, comptabilisant 151 passages pour 45 femmes différentes**

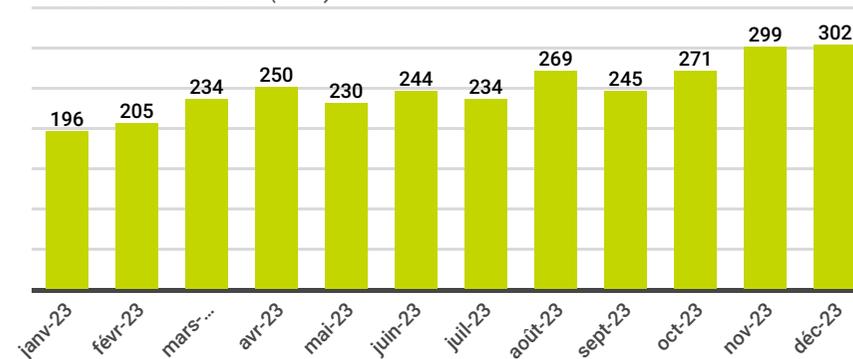


## GATE - Salle de consommation à moindre risque

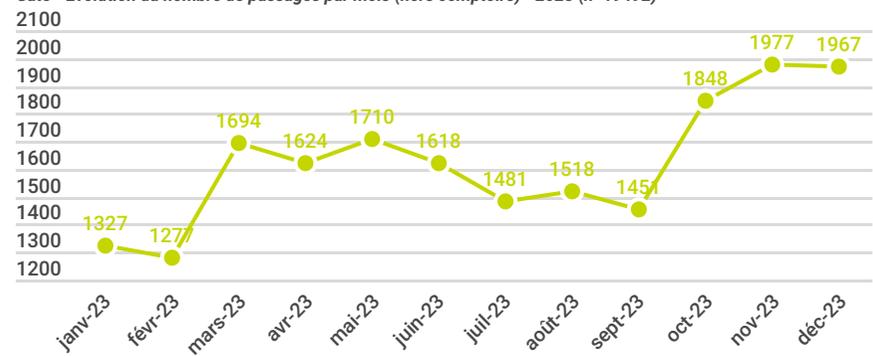
Les personnes prises en charge au sein de la salle de consommation ont la possibilité, outre d'y consommer leur produit de manière encadrée (n=789), de fréquenter l'espace de consultation géré par l'équipe Tremplin de la MASS (médecin, infirmier et assistant social - n=479), de créer du lien avec l'équipe éducative ou encore de se fournir en matériel stérile de consommation auprès du comptoir d'échange (n=1108).

Durant l'année 2023, nous avons accueilli, en moyenne, 250 personnes différentes chaque mois. Cela se traduit par une moyenne de 1600 passages mensuels.

Gate - File active mensuelle - 2023 (n=862)



Gate - Évolution du nombre de passages par mois (hors comptoirs) - 2023 (n=19492)



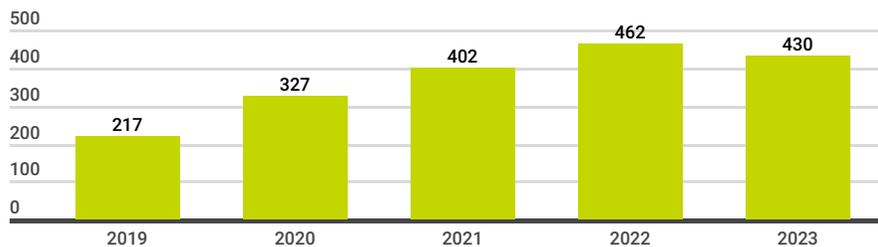
## Transit Rue

Les personnes suivies en rue peuvent bénéficier d'accompagnements personnalisés dans leurs différentes démarches socio-administratives, de soins infirmiers et psychologiques, d'aide à la remise en logement, peuvent se voir distribuer du matériel stérile de consommation, etc. Le travail de création de lien y est également primordial, certaines personnes étant encore réticentes à toute prise en charge au sein des dispositifs intra-muros.

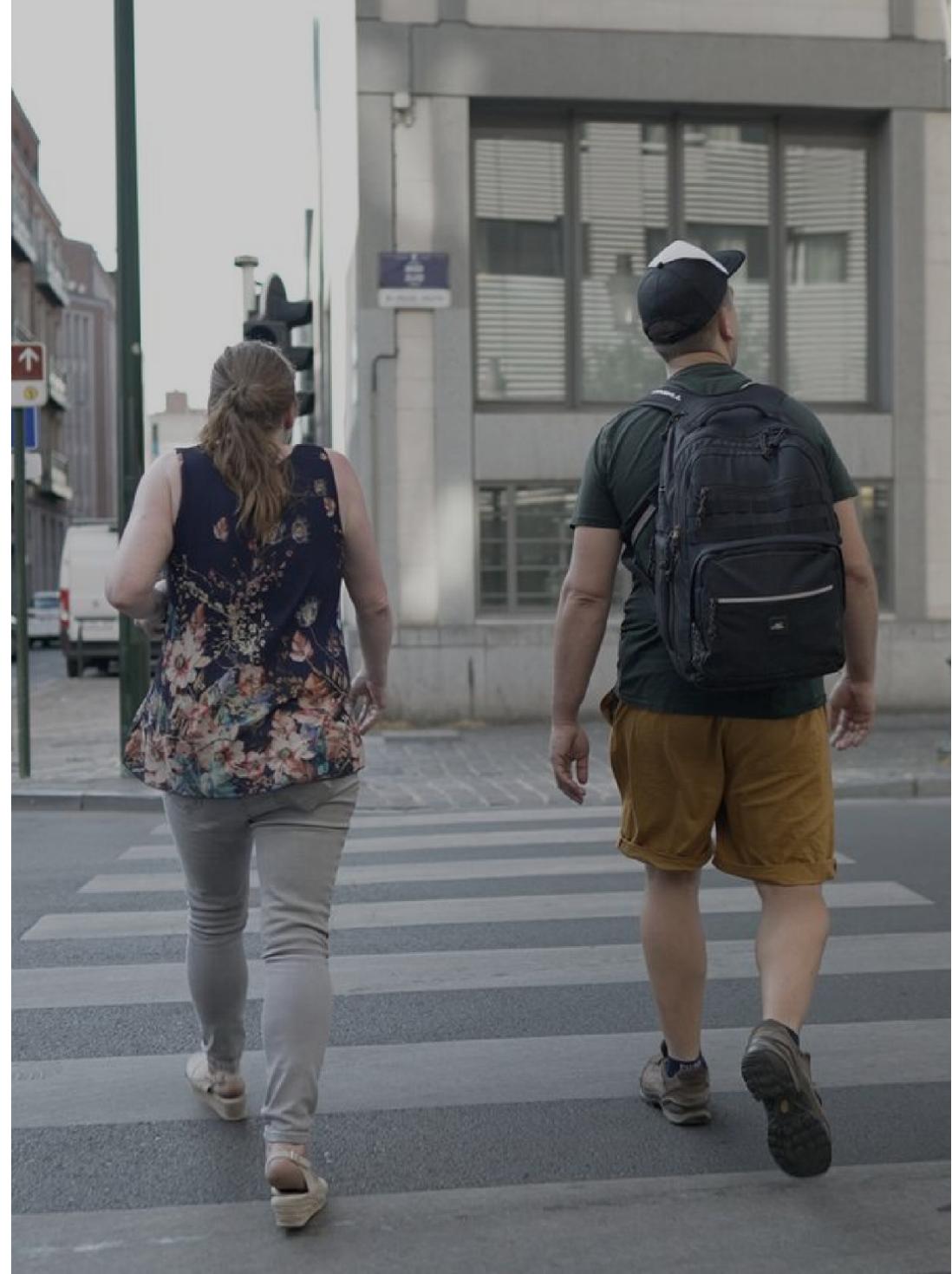
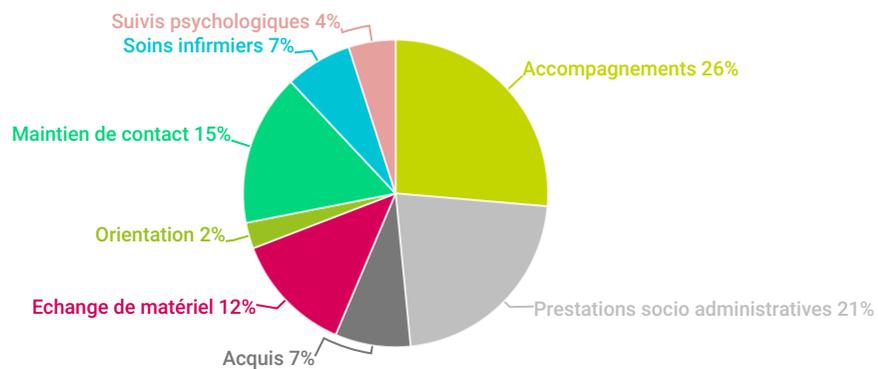
Notre équipe de rue accompagne physiquement les personnes qui en éprouvent le besoin dans divers services psycho-médico-sociaux, et ce en vue de faciliter le recouvrement de leurs droits fondamentaux et de concrétiser des orientations vers d'autres structures de prises en charge.

Ces accompagnements individuels constituent la majeure partie de leurs interventions. **En 2023, ce sont 430 usager-ère-s qui ont pu bénéficier d'un suivi durant l'année.**

Transit Rue - Évolution du nombre de suivis en rue - 2019-2023



Transit Rue - Nature des prestations (N=7227) - 2023



## 2. Hébergement

Actuellement, deux dispositifs proposent des solutions d'hébergement aux usager.e.s qui en font la demande : le centre de crise et la phase 4 & 5.

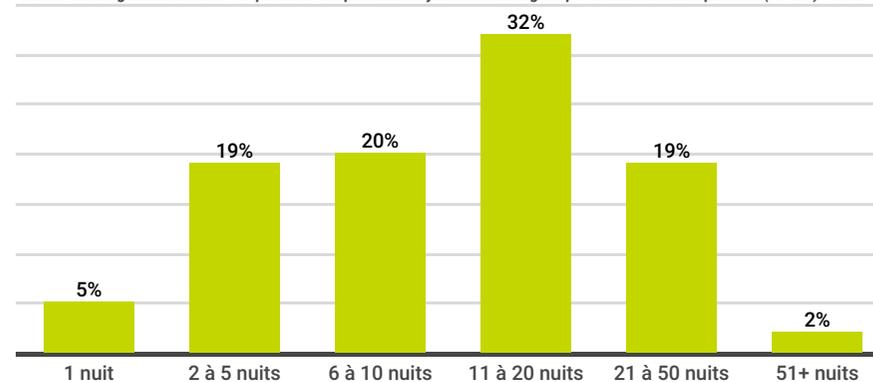
### Le centre de crise

Lors d'un passage en centre de jour, les personnes qui le souhaitent peuvent demander à être hébergées. Cet hébergement de crise dure en principe 13 jours maximum, et permet aux personnes qui en bénéficient de se reposer, de sortir de leur milieu de vie, mais aussi d'entamer ou de poursuivre un suivi psycho-social.

Le centre, d'une capacité de 20 lits plus 2 lits d'urgence, fonctionne sans liste d'attente afin de permettre des prises en charge rapides en cas de situations de crise.

En 2023, ce sont 409 personnes qui ont pu bénéficier d'au moins un épisode d'hébergement effectif sur l'année.

Centre d'hébergement de crise - Répartition des personnes ayant été hébergées par nombre de nuits passées (N=409) - 2023



949 épisodes  
d'hébergements

5 790 nuits  
d'hébergement

Durée moyenne  
d'un  
hébergement:  
6 jours

Nombre moyen  
de nuits par  
hébergé : 14

## Phase 4 & 5

Les 8 studios supervisés de la Phase 4 sont accessibles aux personnes abstinentes ou stabilisées dans leur consommation, qui sont financièrement capables de payer une redevance forfaitaire mensuelle (520€/mois) et font preuve de motivation dans la recherche d'une solution de logement. Ils sont occupés de manière individuelle et de mois en mois.

L'objectif de ce dispositif est d'orienter ses bénéficiaires vers des solutions de logement durables, mais aussi et surtout de leur offrir une phase de transition entre la vie institutionnelle et la vie en logement privé.



**7 personnes**  
hébergées en 2023



**1952 nuits**  
d'hébergement  
dans les studios



**Durée moyenne d'occupation**  
des studios : 366 jours



**Taux d'occupation**  
des studios : 67%



*La durée moyenne d'occupation des studios (calculée sur base des départs du dispositif au cours de l'année écoulée) s'allonge inexorablement année après année. Elle est ainsi passé de 163 jours en 2015 à 366 jours en 2023 (+124% en 8 ans). La saturation du marché du logement rend de plus en plus complexe le travail d'orientation.*

Les personnes pour lesquelles une solution de logement durable a pu être trouvée suite à un séjour en Phase 4 peuvent demander à poursuivre leur suivi durant une période variable grâce à des partenariats avec des AIS et des SISF.

Elles bénéficient dès lors d'un accompagnement social et psychologique adapté. L'installation en logement peut en effet être source d'angoisse, de rechutes dans la consommation ou de décompensations. Cette année, ce sont 10 personnes qui ont été suivies dans le cadre de ce projet Phase 5.



### 3. Réduction des risques

Stratégie de santé publique visant à prévenir et à limiter les dommages liés à la consommation de produits psychotropes, la réduction des risques occupe une place centrale dans la philosophie du travail de Transit. Elle imprègne à la fois un ensemble de dispositifs et de projets, mais aussi de postures professionnelles, de valeurs et de principes d'intervention. Elle trouve principalement à s'appliquer par l'échange de matériel stérile, l'accès à l'espace de consommation, les TROD's, le testing et les "petits jobs".

#### L'échange de matériel stérile

L'échange de matériel de consommation est historiquement assuré par le projet du comptoir d'échange de Transit : le LAIRR (Lieu d'Accueil, d'Information et de Réduction des Risques), créé en 1999 et situé au sein du centre de crise. En 2022, un nouveau comptoir d'échange a vu le jour au sein du dispositif de la salle de consommation Gate. Enfin, nos équipes de rue participent également à ce projet, permettant de renforcer cette offre auprès d'un public plus précaire et marginalisé rencontré dans l'espace public.

Si l'augmentation de la distribution de seringues et de feuilles d'aluminium semble se stabiliser depuis 4 ans, **la distribution de pipes à crack fait exception à cette règle. Elle augmente ainsi chaque année dans des proportions importantes (+146% par rapport à 2022).**

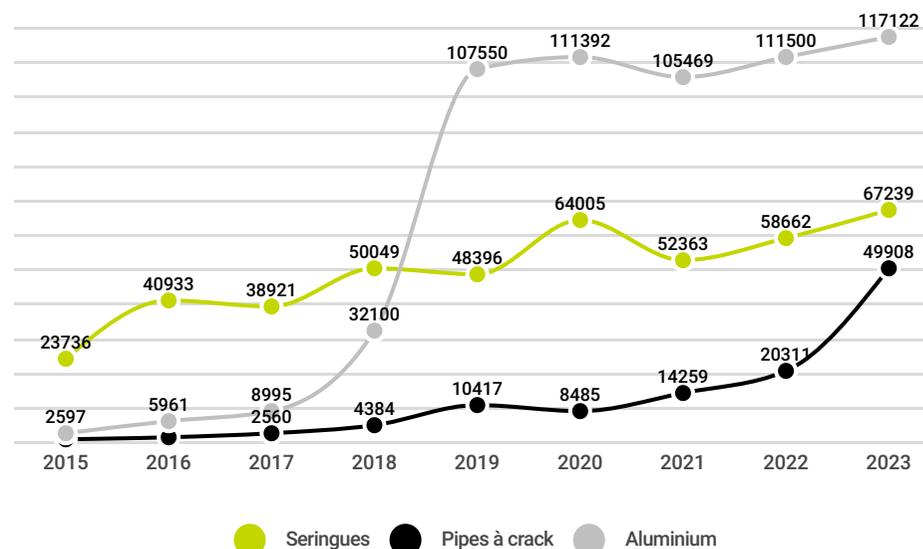
Enfin, en 2023, ce sont 12.462 seringues usagées qui ont pu être récupérées, dont 2.345 ramassées dans l'espace public par nos travailleurs de rue. Ce chiffre représente 18% des seringues distribuées.

La distribution du matériel a connu une augmentation importante mais variable entre 2015 et 2023 :

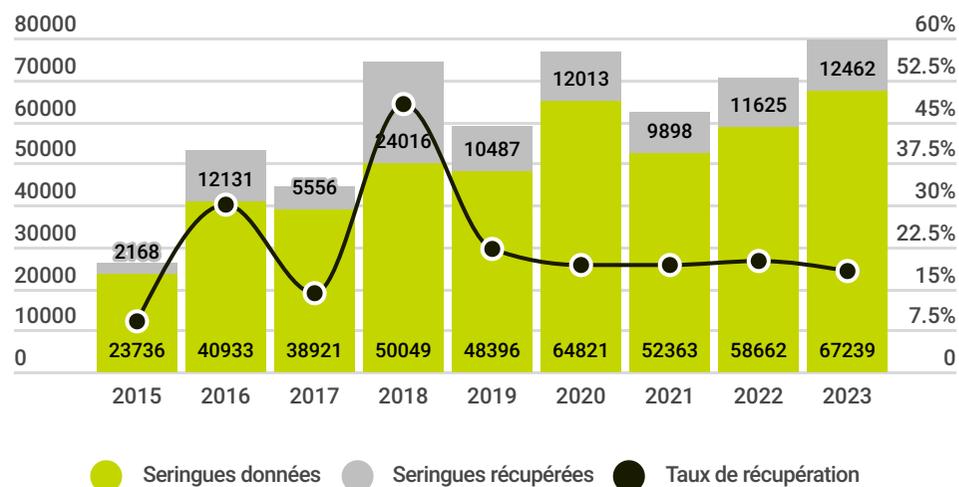
- Seringues distribuées - Multiplication par 2,8 en 8 ans
- Pipes à crack distribuées - Multiplication par 85 en 8 ans
- Feuilles d'aluminium distribuées - Multiplication par 45 en 8 ans



Évolution de la distribution de matériel - 2015 à 2023



Taux de récupération de seringues usagées - 2015 à 2023

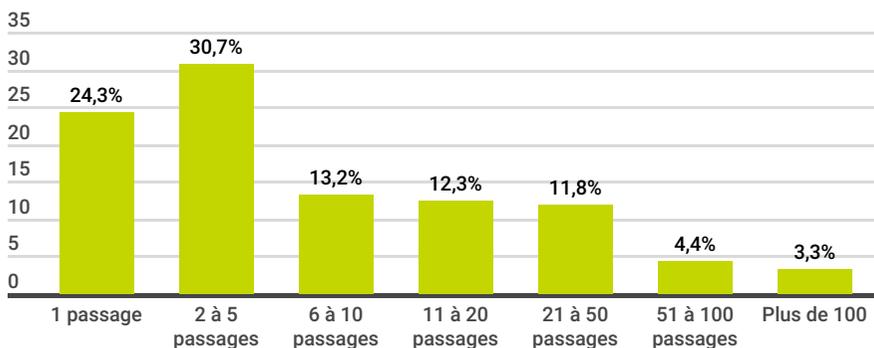


## L'espace de consommation

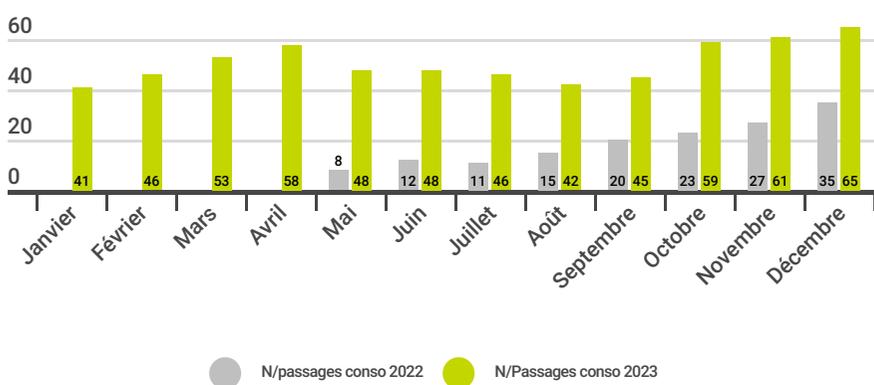
La salle de consommation à moindre risque Gate, en offrant un lieu de consommation abrité, encadré par des professionnels de la santé et du social, permet de réduire les risques de transmission de maladies, de prévenir les décès par overdose, de faciliter l'accès aux soins de santé, de réduire la consommation dans l'espace public. Elle constitue donc un dispositif emblématique de la RdR.

En 2023, ce sont 789 personnes différentes qui ont fréquenté l'espace de consommation (soit 91,5% de la file active de Gate), pour 13.340 passages et 13.945 actes de consommation.

Nombre de passages en espace de consommation par personne (n=789) - 2023

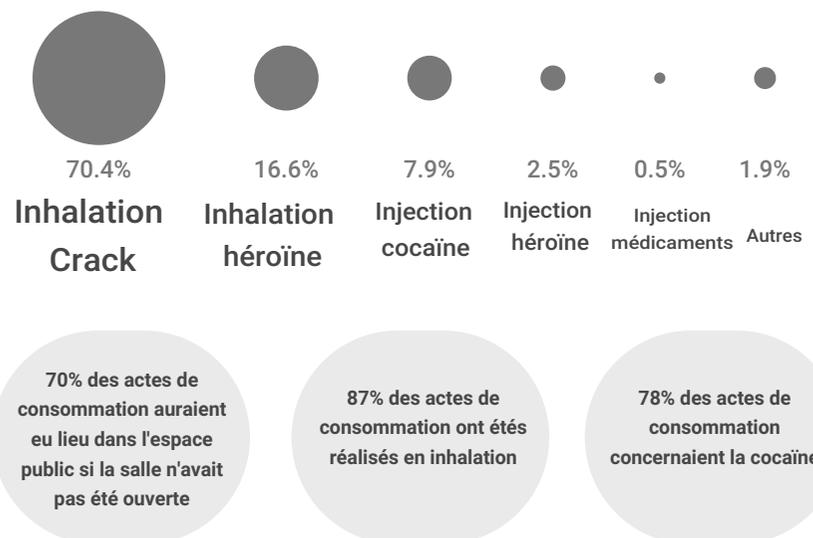


Nombre moyen de passages par jour en espace de consommation - 2022-2023



Les données de fréquentation de l'espace de consommation ne sont pas encore stabilisées et augmentent pratiquement chaque mois, pour arriver à une moyenne de 65 passages par jour durant le mois de décembre 2023 (maximum de passages en une journée : 103).

Actes de consommation - Ventilation par produit et mode de consommation - 2023



### Le saviez vous ?

Sur les 13945 actes de consommation encadrés, seuls 0.75% (101) ont débouchés sur un imprévu



La nature de ceux-ci est diverse : angoisses, malaises ou agitations. 8 intoxications ont été recensées

Ces imprévus ont été pris en charge par les membres du personnel, 5 ont nécessité un appel du 112



## Autres dispositifs de RdR

### TROD's



Les TROD's (tests rapides d'orientation diagnostique) constituent un outil indispensable pour lutter contre le virus de l'hépatite C, particulièrement présent auprès du public injecteur de drogues.

Depuis 2019, le SAMPAS (Service d'Accompagnement Mobile - Promotion de l'Accès aux Soins) assure certaines de ses activités dans les structures de première ligne dont le centre de crise et la salle de consommation font partie.

En permettant au public précarisé un accès facilité au diagnostic et à l'accès aux traitements, ce dispositif participe donc à la réduction de la prévalence de la maladie.

- Nombre de permanences : 63
- Nombre de TROD's : 280
- Nombre de tests réactifs : 13

### TESTING (TRIP)



Le testing permet aux usager-ère-s et aux professionnels de connaître et de monitorer la composition des produits psychotropes qui circulent sur le marché noir.

Cette stratégie permet à la fois d'identifier les substances dangereuses, de prévenir les overdoses et de réduire les dommages liés à la santé.

Afin de faciliter l'accès du public précaire à cet outil, Modus Vivendi et Transit ont mis en place un partenariat visant à organiser des permanences à la salle de consommation. Les personnes qui fréquentent le dispositif ont ainsi l'opportunité de faire analyser anonymement et gratuitement leur produit afin d'en connaître la composition.

 **79 produits testés pour 42 permanences en 2023**

### Les "petits jobs"

Il s'agit d'activités récurrentes, organisées de manière autonome par l'équipe de Liaison, sans conditions d'accès ni inscriptions, pour lesquelles les jobistes sont rémunérés. Les petits jobs permettent aux personnes d'être valorisées dans leur expertise, de se décentrer de leur consommation, de créer un lien de confiance avec les travailleurs et de passer un moment convivial hors de leurs habitudes de vie.

#### Projet ramassage

**67 maraudes** ont été organisées avec les usagers dans l'espace public en 2023. Elles ont permis d'évacuer **212 seringues usagées et 31 bouteilles d'ammoniac** dans le périmètre du centre de crise.

#### Jobs Transitshop

Tri et réapprovisionnement du stock de vêtements de seconde main destinés aux bénéficiaires du centre de crise. **7 séances** ont pu être organisées cette année.

#### Ateliers RdR

Aide au packaging du matériel de consommation par les usagers. **67 ateliers ont été organisés en 2023**, principalement pour confectionner des kits crack (pipes à crack et matériel connexe pour l'inhalation de cocaïne) et reconditionner du bicarbonate de soude.

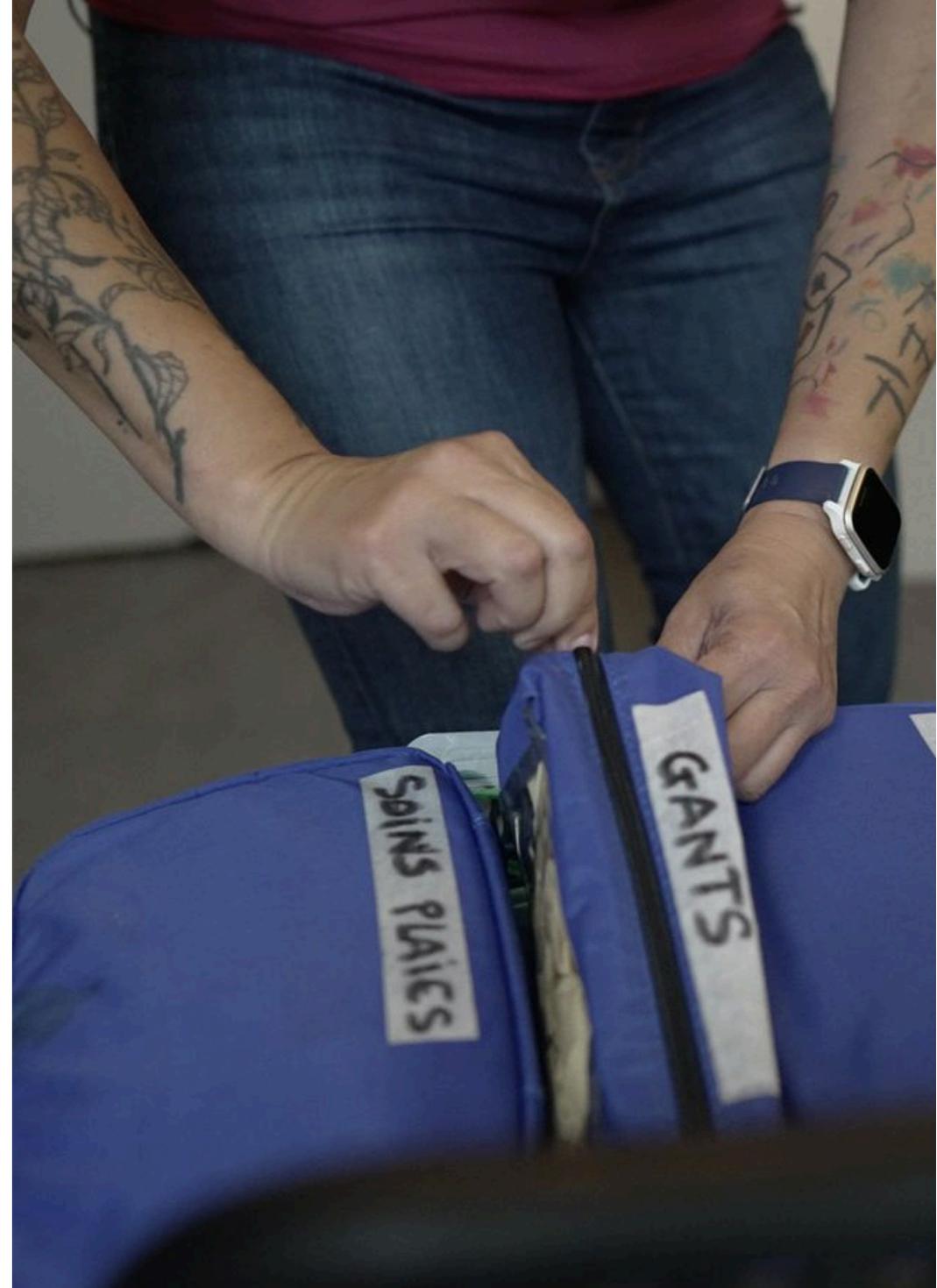
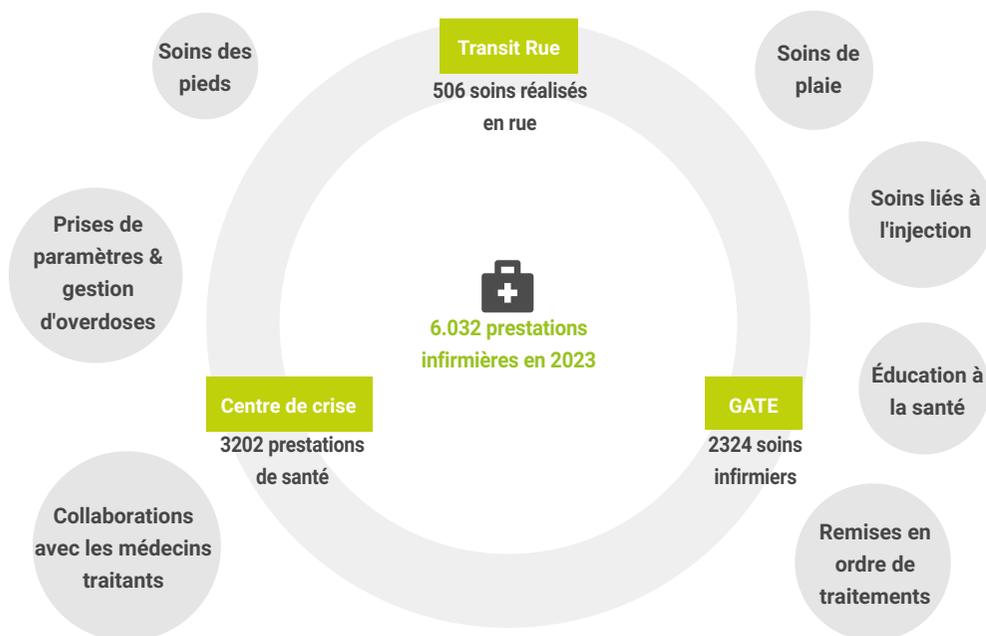


## 4. Soins infirmiers

Les soins infirmiers proposés intra ou extra-muros visent à tenir compte de la réalité et des besoins particuliers des populations marginalisées et vulnérables qui peuvent rencontrer des obstacles importants pour accéder aux services de soins traditionnels.

Nos infirmier.es cherchent à établir une relation de confiance avec les patient.e.s, en reconnaissant leur dignité et en respectant leur autonomie. Nous nous efforçons de réduire les obstacles à l'accès aux soins de santé en offrant des services flexibles, adaptés aux horaires et aux lieux qui conviennent le mieux aux personnes.

Concrètement, en plus de prodiguer des soins, les infirmier.es peuvent aider les usager.ère.s de drogues à accéder à des soins de santé primaires, à des services de dépistage et de traitement des maladies infectieuses, ainsi qu'à des suivis médicaux. Ils peuvent aussi fournir un soutien émotionnel et des conseils de réduction des risques en s'inscrivant dans une démarche holistique de promotion de la santé



## 5. Soins psychologiques

Sur la question de l'état de santé psychologique des personnes accueillies, les impressions sont unanimes : la situation est inquiétante et se dégrade.

L'augmentation de la consommation de crack, combinée à une augmentation de la pureté de la cocaïne, n'y sont certainement pas étrangères. Cette situation rend le travail psycho-social plus complexe, avec des comportements imprévisibles, parfois agressifs ou violents.

Cela au sein d'un contexte dans lequel nous subissons de plein fouet les conséquences de la réforme des soins psychiatriques qui a mis à mal un secteur déjà saturé et fragilisé par la diminution des ressources hospitalières notamment. Nous ne pouvons dès lors que constater l'extrême difficulté pour orienter le public vers des services de prise en charge adaptés.



### 2 psychologues

1 au centre de crise, 1 dans l'équipe de Transit Rue



### 562 entretiens psychologiques

- 352 contacts établis dans le cadre de suivis en rue
- 77 entretiens individuels dans le cadre d'hébergements
- 91 lors de passages en journée au centre de crise
- 39 dans le cadre des hébergements en Phase 4
- 1 dans le cadre de sorties de prison
- 2 évaluations de profil

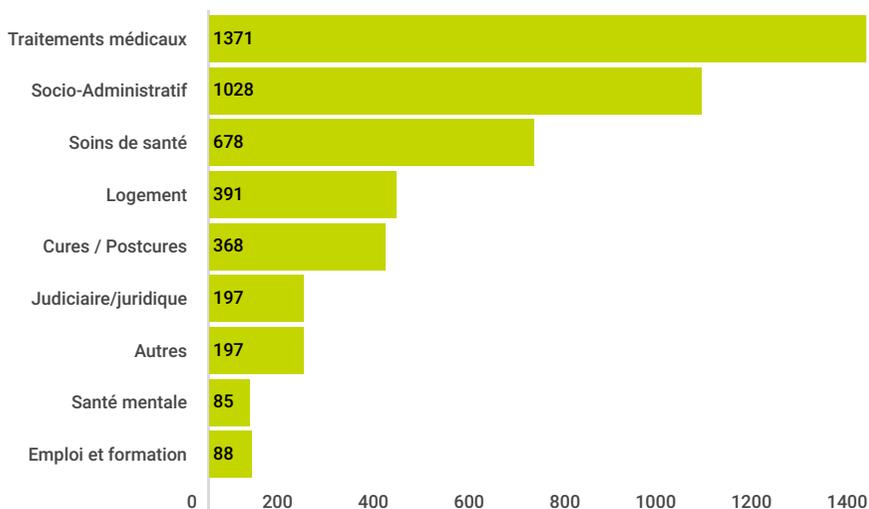
## 6. Remise en ordre socio-administrative & orientations

La remise en ordre socio-administrative constitue le cœur de l'activité des équipes sociales à Transit. **Cette mission, réalisée tant au centre de crise qu'à la salle de consommation et par l'équipe de Transit Rue**, implique de mobiliser un large réseau de partenaires externes, et est souvent un préalable indispensable à l'orientation des personnes vers des services de prise en charge au seuil d'accès plus élevé.

### Les démarches

Lors de la prise en charge d'une personne, si celle-ci en fait la demande et en fonction de ses besoins, les équipes sociales vont tout mettre en place pour améliorer sa situation sociale et administrative. Ce travail débouche sur des démarches, entendues ici comme un **déplacement effectué par un.e bénéficiaire, depuis nos structures et vers un partenaire externe, en vue d'obtenir un acquis ou une orientation**. Les démarches traduisent donc davantage l'activité de nos bénéficiaires que celles des travailleurs.

Nombre et types de démarches effectuées - 2023 (n=4403)

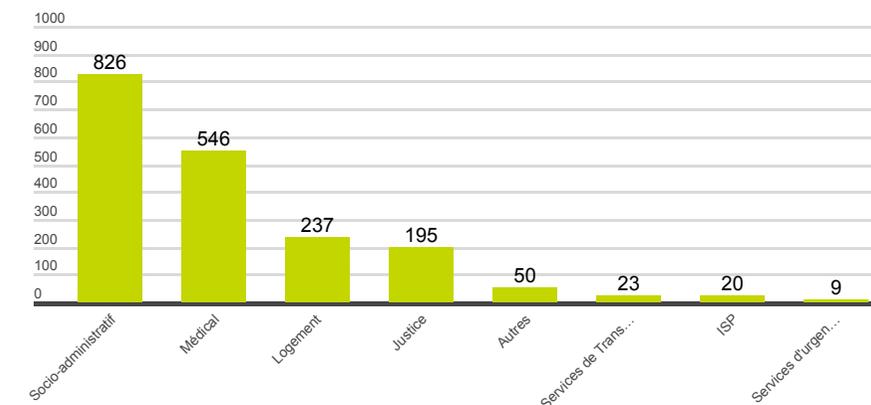


Les 4.403 démarches effectuées en 2023 concernent essentiellement les domaines socio-administratif, les soins de santé et les traitements médicaux, en ce compris les traitements de substitution. Globalement, le nombre de démarches effectuées a sensiblement augmenté ces deux dernières années (2.637 démarches en 2021 ; 3.733 en 2022 ; +67% en deux ans), et ce malgré un contexte post-crise sanitaire peu propice. En effet, la digitalisation des services publics et la mise en place structurelle du télétravail rendent parfois très complexe la prise de rendez-vous et limitent l'accès aux droits fondamentaux.

### Les accompagnements

Certaines personnes ont des difficultés à s'en sortir seules dans leurs démarches, qu'il s'agisse d'obstacles liés à la langue, à la compréhension des rouages de nos administrations, à la méconnaissance de leurs droits ou encore à la crainte d'être stigmatisés et mal reçus. **Les travailleurs de rue** peuvent dès lors les accompagner physiquement dans les structures partenaires afin de les aider dans leur parcours de remise en ordre socio-administrative. Cette année, ce sont **1.906 accompagnements** qui ont pu être effectués par nos travailleurs de rue, principalement auprès de services socio-administratifs ou médicaux.

Nombre et nature des accompagnements réalisés auprès de services externes - 2023 (n=1906)



Les accompagnements vers des services socio-administratifs concernent principalement les différents CPAS de la région bruxelloise, les maisons communales, les banques, syndicats ou encore les ambassades. Les accompagnements médicaux, quant à eux, se font surtout vers des hôpitaux, des centres de cures et de post-cures, ou encore des maisons médicales.

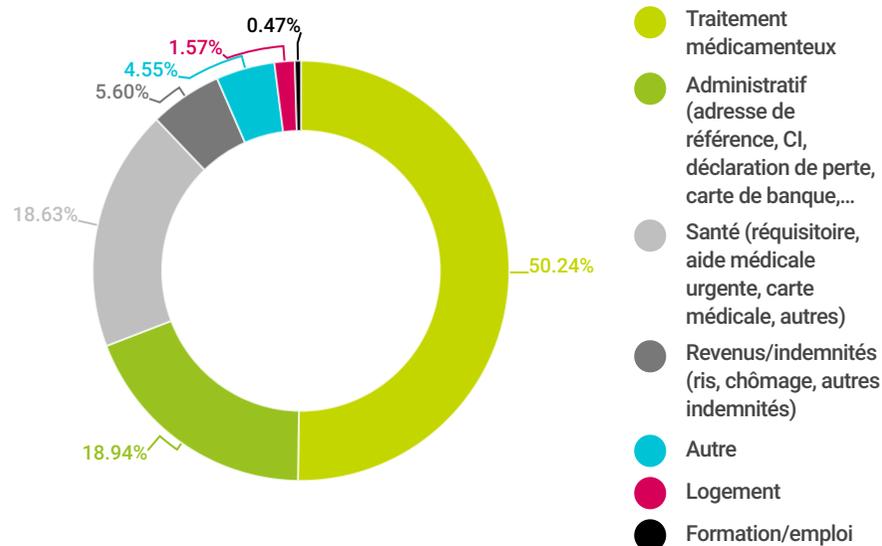
## Les acquis

Les démarches et les accompagnements visent tous l'obtention de certains acquis ou l'orientation des usager-ère-s. Le lien entre les deux doit cependant être interprété avec prudence. D'abord parce que tous les acquis ne se valent pas. **Certains d'entre eux (l'obtention d'un revenu d'intégration social par exemple) peuvent nécessiter de multiples démarches et/ou accompagnements**, là où d'autres peuvent rapidement être obtenus grâce à des collaborations efficaces avec certains partenaires (mise en place de traitements de substitution par exemple).

Ensuite parce que la temporalité des acteurs impliqués est parfois fort différente. Nous effectuons un certain nombre de démarches/accompagnements mais ne prendrons pas toujours connaissance de leurs aboutissements dans la mesure où les personnes concernées ne se trouvent entre-temps plus dans nos services. **Un acquis est en effet enregistré comme tel une fois son obtention confirmée.**

En 2023, ce sont ainsi **1.911 acquis** psycho-médico-sociaux qui ont pu être obtenus.

Nature des acquis psycho-médico-sociaux obtenus en 2023 (n=1911)



Près de 90% des acquis concernent les traitements, les acquis administratifs (adresse de référence, documents d'identité, ...) ou les acquis "santé" (réquisitoire, AMU, carte médicale, ...), traduisant dans une certaine mesure la concordance des temporalités entre institutions partenaires.

En revanche, force est de constater la difficulté à obtenir certains acquis pourtant cruciaux pour nos bénéficiaires comme des revenus de remplacement (chômage, mutuelle, RIS, ...), un logement ou un emploi/formation. L'obtention de ces droits est un véritable parcours du combattant.

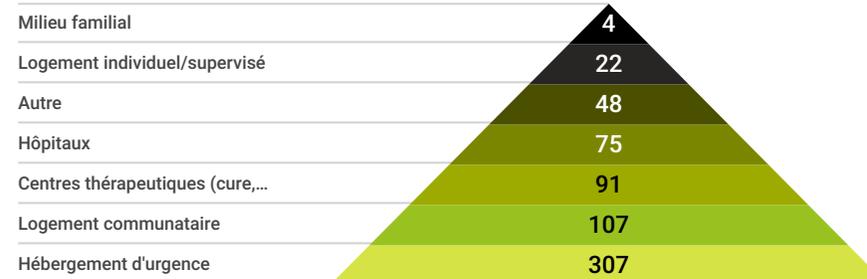
## Les orientations

Transit n'a pas pour vocation de répondre à l'ensemble des besoins des personnes qui fréquentent l'institution. Si ses missions sont larges et variées, il n'en demeure pas moins essentiel de pouvoir travailler au sein d'un réseau institutionnel permettant de proposer des services divers et complémentaires.

L'orientation, entendue ici comme l'aboutissement d'une prise en charge (démarches et accompagnements effectués dans le cadre d'un hébergement, d'un passage en journée ou d'un suivi en rue), consiste à adresser une personne vers un autre lieu de vie adapté, vers un service de soins résidentiel ou encore vers un service d'urgence. Il s'agit donc de passer le relais vers des institutions tierces, principalement dans les secteurs du logement ou des soins de santé, besoins incontournables et essentiels des patients de Transit.

**Concrètement, 654 orientations ont pu être comptabilisées en 2023, dont 436 vers le logement et 166 vers les soins de santé.**

Nombre et nature des orientations en 2023 (n=654)



## Focus sur les réseaux : WAB, BITUME & SubLINK

Dans un contexte budgétaire aux possibilités limitées et face aux constats évoqués ci-dessus, la collaboration, la discussion et la mise en place de réseaux professionnels confirment leur pertinence. Elles permettent certainement de contourner en partie les difficultés posées par le relais entre institutions.

C'est à ce titre que Transit participe et collabore aux réseaux suivants : WaB, Bitume et SubLINK. Faisant l'objet de subsides spécifiques, les détails concernant le fonctionnement et les résultats de l'activité de ces réseaux sont repris dans des rapports d'activité distincts.



**Le réseau WaB** (Wallonie-Bruxelles) est un réseau supra-local dont Transit assure l'évaluation. Il regroupe des intervenants de terrain spécialisés dans le domaine des assuétudes et/ou des problématiques y étant associées. Il vise la coopération entre les services (spécialisés et généralistes) afin de proposer une trajectoire de soins coordonnée, la mieux adaptée à l'hétérogénéité des publics consommateurs de drogues.



**Le réseau Bruxellois d'Intervention de Terrain pour Usager.e.s Marginalisé.es ou Exclu.es (BITUME)** constitue, depuis 2015, une plateforme de concertation, d'action, d'analyse de problématiques et d'intervention transversale de terrain. Il s'agit d'une transposition du réseau WaB à l'échelon de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce réseau d'intervenants psycho-médico-sociaux régional bruxellois, coordonné par Transit, a pour objectif de définir des trajectoires d'accompagnement et de prise en charge optimales pour les personnes sans-abri.

## SubLINK

Transit est membre du projet SubLINK, une initiative visant à (re)nouer les liens avec les personnes en extrême précarité dans les stations de métro de la Région de Bruxelles-Capitale.

SubLINK est un projet intersectoriel né en réponse à une présence accrue des personnes sans abri et/ou souffrant de problèmes d'addiction dans les stations STIB de la Région de Bruxelles-Capitale. Le partenariat, composé du Projet Lama, du Samusocial, de DIOGENES et de Transit, vise à trouver :

- des solutions de logement temporaires (notamment hôtelières) à ces personnes, tout en les accompagnant dans leurs démarches d'accès aux droits ;
- des compromis de coexistence entre les différents acteurs présents dans les stations ;
- des solutions structurelles pour permettre l'inclusion sociale de ces personnes.

Des informations relatives à l'intégralité des activités du projet sont disponibles dans le rapport de l'année 2023 de [Bruss'help](#).





# SENSIBILISATION & PLAIDOYER

- Grand public - Communication
- Les formations
- Acteurs professionnels et politiques - ORBA

Forte de son expertise de plus de 25 ans de prise en charge des personnes consommatrices de drogues en situation de précarité et depuis sa désignation comme Opérateur Régional Bruxellois en matière d'Assuétudes (ORBA), l'asbl Transit a progressivement mis en place et développé un travail de seconde ligne dans un objectif de sensibilisation et de partage des connaissances. Ce travail s'adresse autant au grand public qu'aux professionnels ou aux acteurs politiques.

## Grand public - Communication

Le travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès du grand public prend d'abord la forme d'interventions dans les médias. Notre chargé de communication répond ainsi favorablement à toute demande d'information de la part de journalistes, mais aussi aux demandes d'interviews et d'interventions dans la presse audio-visuelle. Cette année, ce sont ainsi **44 interventions dans les médias** qui ont été effectuées. Les thèmes abordés concernaient principalement la consommation de crack et de prégabaline, la salle de consommation à moindre risque, la réglementation du marché du cannabis, ou encore le lien entre précarité et usage de drogues.



Par ailleurs, la sensibilisation du grand public prend également des formes plus spécifiques et localisées. Ainsi nos équipes répondent-elles à toute demande d'information de la part des riverains de nos sites d'exploitation, qu'il s'agisse d'interpellations suite à des situations problématiques dans l'espace public ou des demandes d'information plus générales.

Dans la même lignée, notre chargé de communication a également participé à l'organisation de nécessaires rencontres avec les riverains résidants dans le quartier de la SCMR, dont l'ouverture a bien évidemment suscité des craintes compréhensibles.

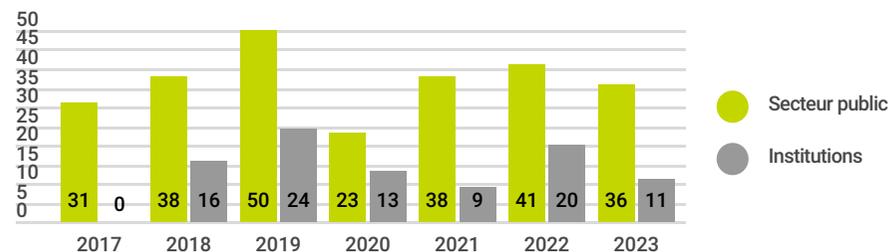
## Les formations

Ce travail de sensibilisation et de partage d'expertise passe ensuite par l'équipe de formation externe. Les formations s'adressent, gratuitement, à tout professionnel de la fonction publique locale ou régionale susceptible d'entrer en contact avec des personnes consommatrices de drogues, et dans une moindre mesure aux institutions partenaires travaillant dans le secteur des assuétudes/du sans-abrisme (dans ce cas, les formations sont payantes).

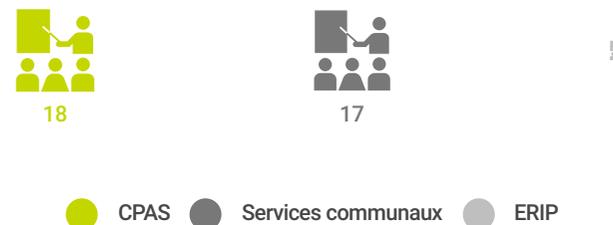
Elles permettent d'améliorer les connaissances (produits, modes de consommation, dépendance, spécificités du public de rue, ...) et les pratiques en termes de savoir-faire et de savoir-être (travail sur les représentations et sur les stratégies d'intervention en matière de réduction des risques).

En 2023, ce sont **47 séances de formation** qui ont pu être organisées (1 ou 2 journées par séance), dont 36 pour des acteurs publics et 11 pour d'autres institutions. Au total, **635 personnes ont été formées durant l'année**.

Nombre de séances de formations par type de public - 2023



Nombre et répartition des séances de formations pour le secteur public bruxellois - 2023



## Acteurs professionnels et politiques - ORBA

Le partage d'expertise vers les acteurs professionnels et politiques trouve également à s'appliquer sous les formes suivantes :



### Aide au diagnostic - Rapports d'information

- 19 rapports communaux visant à regrouper les informations utiles à l'analyse du phénomène de l'usage des drogues sur le territoire communal.
- Un rapport d'information sur la prescription et la délivrance des traitements de substitution aux opiacés en RBC.
- Une mise à jour des données relatives à la prescription et à la délivrance de prégabaline en RBC.
- Une étude sur la disponibilité et la gestion du matériel d'injection dans les pharmacies de la RBC.



### Réponses aux questions parlementaires

- 8 questions parlementaires en 2023.
- Sujets des questions : la crise du crack en RBC, l'ouverture de la SCMR Gate, le centre intégré, la mise en place du projet SubLINK



### Demandes ponctuelles

- Ponctuellement, en fonction de l'actualité et des besoins rencontrés, Transit reçoit des sollicitations de partenaires communaux ou régionaux.
- Ces sollicitations regroupent des demandes variées : expertise sur une problématique particulière, maraudes mixtes de travailleurs de rue, outils d'encodage, participation à des réunions externes, ...



### Plateforme régionale drogues et assuétudes

- Mise en place en 2022 par Transit et Safe.brussels, la plateforme a pu se réunir à 4 reprises en 2023, et a notamment permis d'aborder les sujets suivants : Le travail de rue avec le public précarisé, la problématique de la contamination & de l'ingestion d'ammoniac, la problématique du protoxyde d'azote.





# CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

## Conclusions

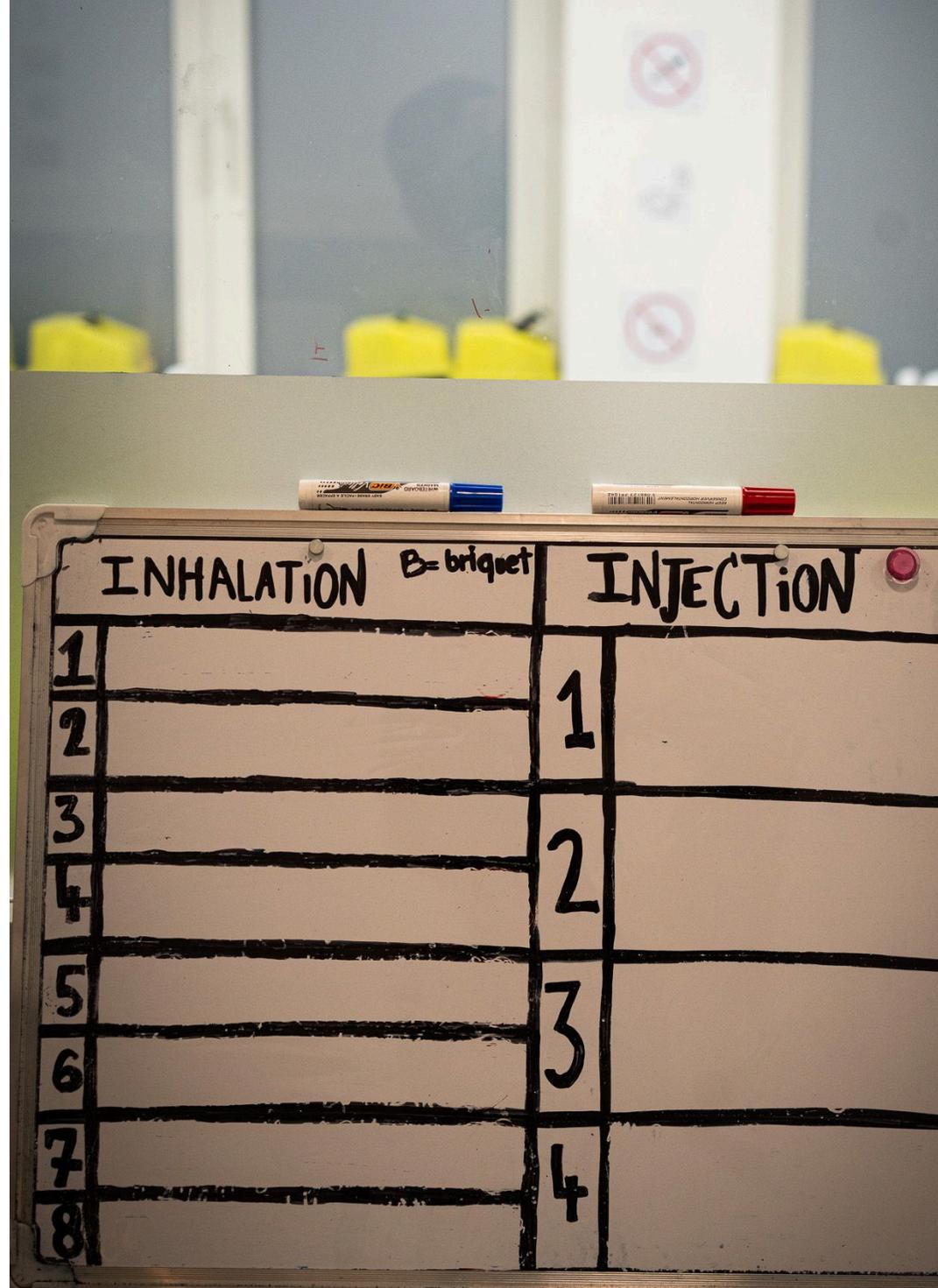
Synthétiser les données d'activité de Transit n'est pas chose aisée. Depuis sa création en 1995, l'institution a en effet multiplié les initiatives, déployé de nombreux projets et a considérablement diversifié son offre de service pour s'adapter aux besoins émergents des usagers les plus précarisés. Cependant, certains éléments nous semblent suffisamment marquants et interpellants que pour les mettre ici en évidence.

Premièrement, le nombre de personnes différentes prises en charge à au moins une reprise durant l'année écoulée n'a jamais été aussi important. Le centre de crise, ouvert depuis bientôt 30 ans, a cette année accueilli près de 900 personnes. La salle de consommation GATE plus de 850, et les suivis en rue continuent à se multiplier année après année. En croisant les publics accueillis sur les différents sites d'exploitation, nous parvenons à un nombre estimé de personnes suivies entre 1.645 et 1.831.

Mais plus que le nombre de personnes accueillies, c'est la dégradation de leur situation de vie qui nous marque chaque année un peu plus, en témoignent les proportions de personnes déclarant vivre en rue (plus de 50% ; 74% sans domicile fixe), ne disposant d'aucune source de revenus (près de 40%) ou encore ne disposant d'aucune couverture sociale (35%).

Enfin, l'élément le plus notable qui ressort de ce rapport, c'est l'augmentation considérable des indicateurs de consommation de crack. Cette augmentation, si elle n'est pas nouvelle, ne faiblit pas et atteint des niveaux considérables. En 2023, ce sont 72% des personnes accueillies qui déclaraient consommer ce produit, pour 67% en 2022 et seulement 27% en 2016. La distribution de matériel de consommation reflète également cette tendance, avec 49.908 pipes à crack distribuées cette année, pour 20.311 en 2022 et 956 en 2016. A la salle de consommation, ce sont plus de 9.750 actes de consommation de crack qui ont été pris en charge cette année, soit plus de 70% de la totalité de ceux-ci.

Prenant acte des constats qui précèdent, il semble plus que jamais nécessaire de continuer à déployer une offre de service permettant de répondre au mieux aux enjeux actuels de la consommation de drogues en Région de Bruxelles-Capitale, au plus près de la réalité des consommateurs et de leur situation de vie particulièrement précaire. C'est dans ce cadre que l'institution travaille actuellement sur deux projets d'avenir : une nouvelle salle de consommation jumelée à un service d'hébergement d'urgence d'une part, un centre intégré pour une prise en charge globale des personnes consommatrices d'autre part.



# Perspectives

## LINKup

Le projet LINKup, initié conjointement par le Ministre Régional chargé de la Santé et de l'Action Sociale, Iriscare, Transit et le Projet Lama (avec le soutien de Move, la commune de Molenbeek-Saint-Jean, les zones de police, Bruxelles Mobilité et la STIB), est une réponse stratégique et préventive aux défis croissants de précarité et de consommation de crack dans la Région de Bruxelles-Capitale. Dans une perspective anticipative par rapport au projet régional de Centre Intégré Spécialisé en Assuétudes prévu pour 2028, LINKup vise à établir une salle de consommation à moindre risque, accompagnée d'un dispositif d'hébergement d'urgence ouvert 24/7.

L'année 2023 a marqué les premières étapes du projet, motivées par plusieurs facteurs convergents : une augmentation perceptible de la problématique visée, le retard du projet régional du Centre Intégré (voir ci-dessous), et les appels pressants de citoyens à la mise en place de solutions structurelles immédiates face aux nuisances liées à la consommation de drogues dans l'espace public.

Parmi les jalons importants de cette année figurent la conduite d'une prospection immobilière active par Iriscare, aboutissant à la sélection de l'hôtel Sunrise, dans le quartier Ribaucourt-Yser, comme site potentiel pour le projet.

La mise en place d'un Comité de Pilotage à l'automne 2023, suivi de la constitution de plusieurs groupes de travail (bâtiment, sécurité, communication, ...), a permis d'engager une démarche participative et inclusive visant à répondre au mieux aux besoins des usagers. En ce sens, le dispositif comprendra un espace de consommation exclusivement dédié aux femmes, ainsi que la perspective de l'accueil des chiens dans le dispositif.

En 2024, l'accent sera mis sur la construction opérationnelle du projet, impliquant une collaboration étroite entre les différentes parties prenantes, y compris les groupes de travail menés par Iriscare, les partenaires opérationnels et le réseau social/santé et assuétudes. La finalisation du projet architectural, des budgets, des demandes de subventions, et des demandes d'agrément est en cours. De plus, une communication proactive sera maintenue avec les riverains et les partenaires du réseau, ainsi qu'avec le grand public.

Le recrutement du personnel sera pensé pour assurer le bon fonctionnement du projet. Le lancement du projet SCMR est prévu pour le 1er novembre 2024, symbolisant une avancée majeure dans la réponse à la crise du crack en RBC. L'ouverture de l'abri suivra dans les mois à venir, avec une temporalité encore à préciser, marquant ainsi une nouvelle étape dans l'accomplissement des objectifs du projet LINKup.

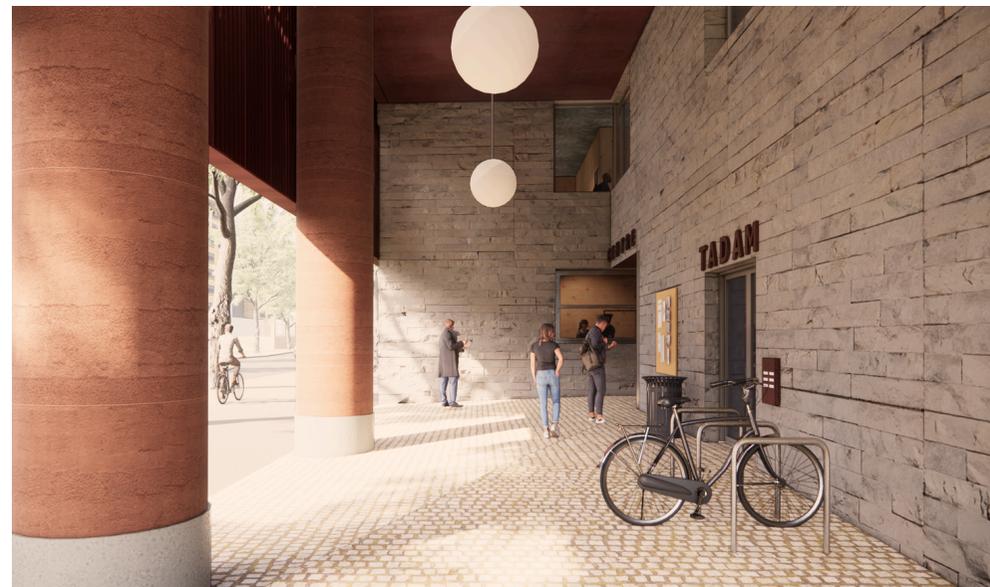
## Le centre intégré

Le projet de Centre Intégré, prévu pour répondre aux besoins croissants en matière d'assuétudes et de précarité, a rencontré plusieurs obstacles au cours de l'année 2023, principalement dus à des retards dans la prise de décision politique, notamment budgétaire.

En 2023, bien que des progrès aient été réalisés, notamment la finalisation du projet architectural et le dépôt des permis d'urbanisme et d'environnement, les rencontres avec les riverains et les partenaires du COMAC ont été impactées par ces discussions prolongées et les préoccupations persistantes qui en découlent. De plus, ce manque de clarté quant à l'avenir du projet a perturbé tant notre capacité à communiquer sur celui-ci, que la dynamique opérationnelle participative que nous développons en interne avec l'ensemble de notre équipe.

Un aspect positif a été l'obtention d'une subvention FEDER en juin 2023, offrant un soutien financier crucial pour le projet. Cependant, ce succès a été atténué par l'absence de visibilité sur la direction future avec une décision gouvernementale attendue, mais non encore concrétisée.

Pour l'année 2024, le flou persiste quant à l'avenir du projet, en partie en raison de l'augmentation des coûts de construction liée à l'inflation des dernières années. Cette incertitude prolongée a dorénavant déjà grandement compromis le respect de son calendrier initial et donc à répondre efficacement aux besoins urgents du public-cible.



# Annexes

## Annexe 1 - Composition de l'Assemblée Générale en date du 31/12/23

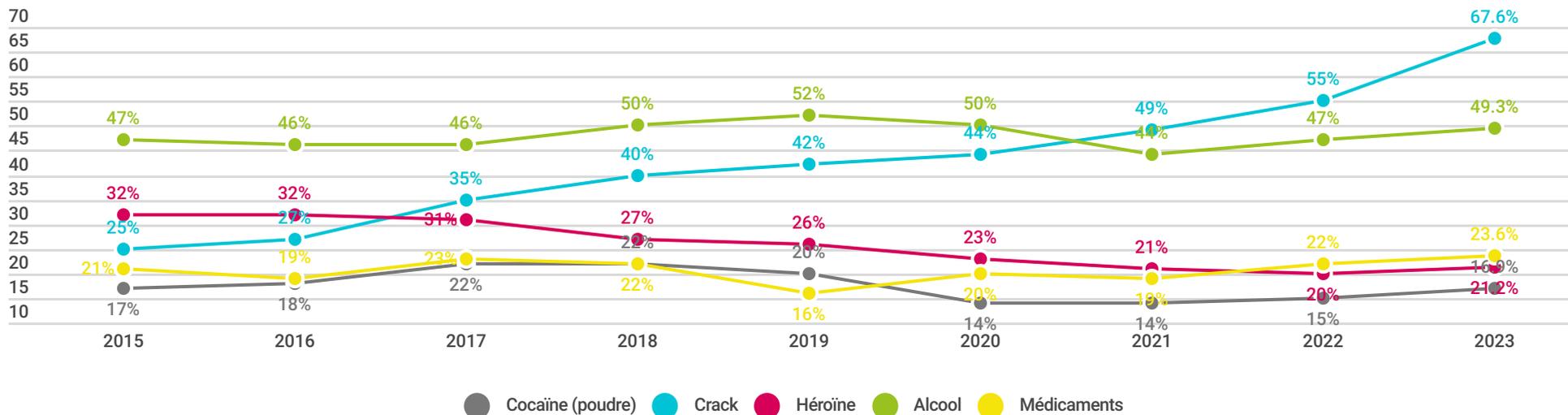
Mme Mariam El Hamidine	Bourgmestre de Forest
M. Vincent De Wolf	Bourgmestre Etterbeek
M. Emir Kir	Bourgmestre Saint-Josse-Ten-Noode
Mme Catherine Moureaux	Bourgmestre Molenbeek-Saint-Jean
Mme Cécile Jodogne	Bourgmestre Schaerbeek
M. Ahmed Laaouej	Bourgmestre Koekelberg
M. Ridouane Chahib	Bourgmestre faisant fonction d'Evere
M. Christian Lamouline	Bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe
M. Ronald Ceulemans	Membre fondateur
M. Julien Fanelli	Directeur pôle RdR à Transit
M. Kris Meurant	Directeur pôle social à Transit
M. Michel Goovaerts	Chef de corps, zone de police Bruxelles-Ixelles - Secrétaire du CA
M. Luc Ysebaert	Chef de corps, zone de police Bruxelles-Nord - Administrateur
M. Julien Uyttendaele	Député – désigné par le gouvernement RBC - Administrateur
M. Vladimir Martens	Attaché au cabinet de la Ministre et secrétaire d'Etat à la Région – désigné par le Collège réuni COCOM - Administrateur
M. Yves Bastaerts	Directeur adjoint de BPS - Vice-Président du CA
M. Baptiste Delhauteur	Trésorier du CA
M. Pierre Mols	Chef des urgences du CHU Saint-Pierre - Président du CA
M. Fabien Gérard	Commissaire au Gouvernement - Cabinet du Ministre-Président
Mme Zoé Genot	Députée – désignée par le gouvernement RBC - Administratrice
M. Bjorn Steegen	Représentant du Cabinet d'Elk Van den Brandt - Administrateur
M.Khalid Zian	Président du CPAS de la Ville de Bruxelles - Administrateur
Mme Sylvie Lahy	Directrice Sécurité et Prévention au Cabinet de Catherine Moureaux - Administratrice
Mme Tina Martens	COCOM – Cabinet Vervoort

## Annexe 2 - Travail en réseau

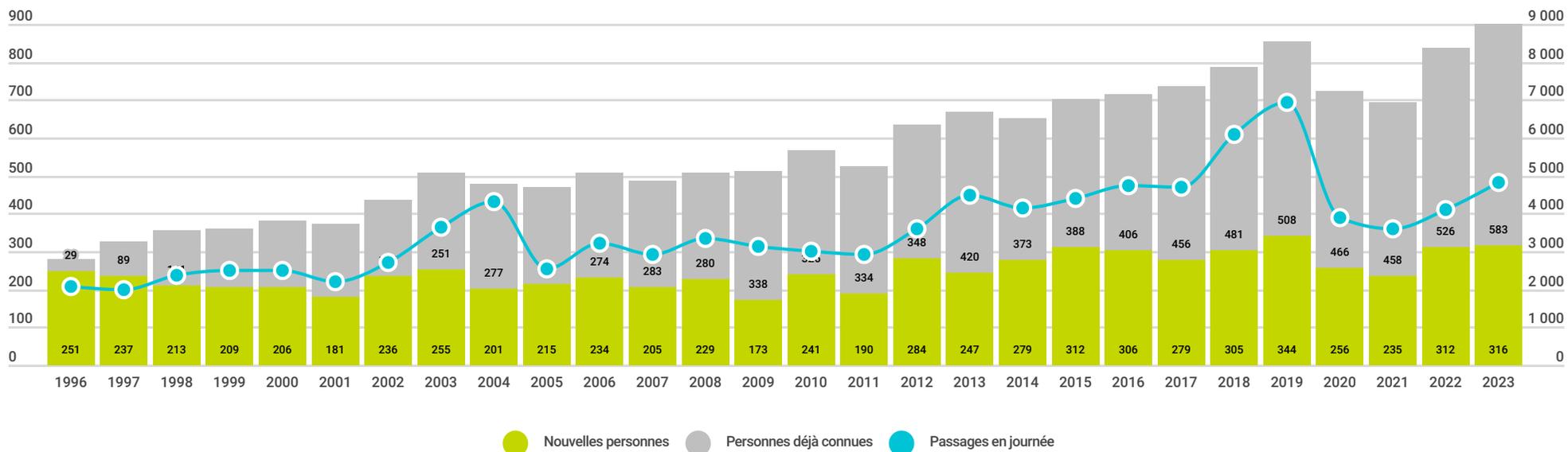
Au quotidien, Transit travaille étroitement avec de nombreux acteurs afin d'assurer une trajectoire de soins ou de réinsertion la plus continue possible.

Réseau institutionnel	FEDA BXL, Concertation Bas Seuil, Réseau WaB, Réseau Hépatite C, Réseau Bitume, Plateforme de Concertation en Santé Mentale, services de prévention communaux, FBPSU, ...
Réseau RdR	Modus Vivendi, Dune asbl, Latitude Nord,...
Réseau de soins et de santé mentale	Médecins généralistes, hôpitaux, hôpitaux psychiatriques, centres thérapeutiques : résidentiels et ambulatoires, pharmacies, maisons médicales, services de santé mentale, MASS, Projet Lama, Médecins du Monde, ...
Secteur judiciaire	Police, avocats, Bureaux d'Aide Juridique, Services d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives, maisons de justice, prisons, CAAP, Fidex, CAPB, services d'aide aux justiciables, ...
Réseau socio-administratif	CPAS, mutualités, administrations communales, organismes de chômage, syndicats, office des étrangers, Actiris, services d'ISP, service d'aide aux étrangers, ...
Secteur du logement et de l'aide aux sans-abris	Maisons d'accueil, abris de nuit (Samusocial, etc.), appartements supervisés, SISP, Housing First, SMES, AMA, Fédération BICO, Fonds du logement, services d'aide au logement, ...
Equipes d'outreaching	Infirmiers de rue, Diogène ASBL, DoucheFLUX, ...

### Annexe 3 - Données de consommation longitudinales - Centre de crise



### Annexe 4 - Transit Centre de Crise - Evolution de la file active et des passages en journée - 1996 à 2023



## Contact :

TRANSIT ASBL

Rue Stephenson 96 - 1000 Bruxelles

02/215 89 90

[email@transitasbl.be](mailto:email@transitasbl.be)

[www.transitasbl.be](http://www.transitasbl.be)

© TRANSIT ASBL 2024 Tous droits réservés

